

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication**

La mobilisation des Gilets Jaunes en Belgique

**Eléments vers la formulation d'une hypothèse
interprétative**

Auteure : Yvette NDAYISHIMIYE
Promoteur : Pierre GEORIS
Lecteurs : Claudine DRION et Philippe WILSENS
Année académique 2020-2021
Master en politique économique et sociale

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	2
INTRODUCTION.....	3
CHAPITRE 1 : Contexte et cadre théorique.....	5
1. Le mouvement des Gilets jaunes en Belgique.....	5
1.1. La création du mouvement des Gilets jaunes en France.....	5
1.2. L'apparition du mouvement en Belgique.....	6
1.3. La manifestation des Gilets jaunes en Belgique.....	7
1.4. Conclusion.....	13
2. Description	13
2.1. Analyse quantitative et qualitative des Gilets jaunes.....	13
2.2. Principales revendications.....	15
2.3. La solidarité entre les Gilets jaunes belges.....	16
2.4. Les Gilets jaunes face à la représentation syndicale.....	17
2.5. Les Gilets jaunes et les partis politiques.....	21
2.6. La répression des Gilets jaunes.....	22
2.7. Conclusion.....	23
3. Cadre théorique	25
3.1. Mouvement ouvrier.....	25
3.2. Régimes des inégalités.....	26
3.3. Conclusion.....	32
CHAPITRE 2 : Partie empirique.....	34
1. Choix méthodologique	34
1.1. La méthode de récolte des données.....	34
2. Analyse des données.....	38
2.1. Retranscription des entretiens.....	39
2.2. Bref portrait des personnes interviewées.....	39
2.3. Analyse des entretiens.....	44
3. Discussion-Conclusion-Hypothèse	55
CONCLUSION GENERALE.....	58
Bibliographie.....	60
Annexe.....	64

REMERCIEMENTS

J'adresse mes remerciements à toutes les personnes qui ont contribué à la réussite de ce mémoire.

Mes premiers remerciements s'adressent aux membres de ma commission d'accompagnement, Monsieur Pierre Georis, Madame Claudine Drion et Monsieur Philippe Wilsens pour leur encadrement, leur accompagnement. Plus particulièrement, un grand merci à Monsieur Georis pour sa disponibilité et ses conseils enrichissants qui ont contribué à nourrir ma réflexion, ainsi que ses encouragements au début de ce mémoire.

Je désire également exprimer toute ma gratitude à l'ensemble des professeurs qui m'ont fourni les outils nécessaires à la réussite de mes études universitaires durant ces trois années d'enseignement., mais plus particulièrement à Madame Réjane Frainais, conseillère à la FOPES pour sa disponibilité, son accompagnement et surtout sa patience tout le long de mon cursus. Je remercie également Madame Anne Dufresne et Corine Gobin pour leur aide dans la démarche empirique de ce mémoire. J'envoie également mes vœux non seulement aux Gilets jaunes que j'ai rencontrés tout le long des entretiens, mais également à ceux que je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer. Je voudrais exprimer ma reconnaissance envers les amis et ma famille qui m'ont apporté leur soutien moral tout au long de ma démarche. A l'intention de mes défunts parents, à mes sœurs et frères et à mon oncle Nyamutama René pour leurs encouragements et leurs amours envers moi. A Eric MUHETO, avec qui on a partagé tout.

Particulièrement, un ami de longue date et cher ami Seydou NIANG qui m'a soutenue plus que moralement pendant longtemps. Enfin, je remercie Fanny Minguet pour son aide à la rédaction de mon mémoire, et Michel Wurm pour son encouragement qui a été d'une grande aide.

INTRODUCTION

Depuis plusieurs années, je m'intéresse à l'actualité sociale, politique et économique, aussi bien dans mon pays natal qu'ici, en Belgique.

Mes études d'assistante sociale, ma personnalité et le quartier dans lequel j'habite, Schaerbeek, m'amènent à m'interroger sur les dysfonctionnements sociaux, politiques et économiques qui perdurent dans notre société depuis plus de 40 ans de gestion politique néolibérale. On peut constater partout les inégalités, dans les rues de mon quartier, dans les CPAS, si l'on prend le temps de regarder autour de soi avec courage. Comme l'assistant social est un acteur du changement, je suis moi-même désireuse de trouver et d'explorer les moyens mis en œuvre pour transformer la société.

C'est pourquoi j'ai décidé de m'inscrire à la FOPES (Faculté ouverte de politique économique et sociale) dont l'objectif est de former des « agents de changement » qui soient capables de mieux comprendre et d'analyser la situation économique, sociale, politique et culturelle. Grâce à la FOPES, j'ai acquis un savoir qui me permet d'appréhender les inégalités présentes dans notre société.

Lorsqu'il a fallu question de choisir un sujet de mémoire, je n'y suis pas passée par quatre chemins. L'analyse des manifestations, sous forme de grèves de différents groupes à identités plurielles, m'intéressait beaucoup. Mon regard s'est arrêté sur la manifestation des Gilets jaunes, dans la mesure où ils ont attiré l'attention des médias et des débats ces dernières années.

En tant qu'actrice de mutation, de métissage des cultures, des idées et des forces d'action, j'ai décidé de rencontrer ces personnes qui tiennent un discours contestataire et révolutionnaire qui était jusqu'alors resté intériorisé. J'ai souhaité comprendre en quoi leur mobilisation diffère de celles qu'on a l'habitude de voir. J'ai donc décidé d'orienter mes recherches, dans le cadre de mon mémoire, sur la mobilisation des Gilets jaunes en Belgique depuis 2018 afin d'analyser leurs revendications porteuses de changements.

Entre temps, beaucoup de questions ont surgi dans ma tête. Parmi ces acteurs de changement, plus de 200.000 personnes¹, chasuble fluorescent sur le dos, ont occupé des ronds-points et bloqué des routes, en réponse à un appel lancé sur Facebook. Je m'interroge : quelle volonté populaire les Gilets Jaunes expriment-ils dans leur révolte ? Quelles pistes de solutions portent-ils ? Quel est leur objectif ? Combien de temps leur manifestation va-t-elle durer ? Ne s'essouffle-t-elle pas déjà ? Et si oui, pourquoi ? Toutes ces questions m'ont menée à ma question de départ, à savoir : « Quelles sont les revendications des Gilets jaunes en Belgique ? ». La phase exploratoire m'a ensuite orientée vers la question de recherche suivante : « **Le mouvement des Gilets jaunes en Belgique peut-il être qualifié de mouvement social ?** »

Mon mémoire vise à comprendre dans quelle mesure les Gilets jaunes constituent un mouvement social, et donc dans quelle mesure les revendications du mouvement des Gilets Jaunes en Belgique sont porteuses de changement. Mon approche consiste à appréhender le mouvement non seulement à partir de la littérature, mais aussi à travers les acteurs de terrain eux-mêmes, nourris de leur expérience et de leur point de vue.

La première partie posera le contexte et le cadre théorique. J'y développerai d'une part les notions essentielles et utiles à la compréhension du mouvement des Gilets jaunes, l'origine, les revendications ainsi que le déroulement des actions. D'autre part, je présenterai un cadre théorique ainsi que les concepts-clés d'un mouvement social.

La deuxième partie concernera la recherche empirique. Je commencerai à présenter la méthodologie choisie liée à la récolte des données, en présentant le guide d'entretien, en décrivant les personnes interrogées et la manière dont sont organisées les entretiens individuels. Dans cette même partie, j'aborderai l'analyse des données, où je comparerai les propos des interlocuteurs avec ceux décrits dans la partie théorique. Enfin j'analyserai les résultats afin d'en tirer la conclusion sous forme d'hypothèse.

Je terminerai sur une conclusion générale qui récapitule les grandes étapes et synthétise les résultats et perspectives.

¹ Le 24 octobre 2018, sur le coup de 18 heures, Ghislain Coutard se filme avec son gilet et surtout son ras-le-bol. Au départ, il veut juste inviter ses amis sur Facebook à tout bloquer dans l'Hexagone un mois plus tard. Le soir même, 200.000 personnes l'ont vu et entendu. Disponible sur: <https://www.telepro.be/vous-et-nous/gilets-jaunes-un-plus-tard.html>

CHAPITRE 1 : Contexte et cadre théorique

1. Le mouvement des Gilets jaunes en Belgique

L'émergence du mouvement des Gilets jaunes belges est calquée sur la naissance du mouvement français et il se manifeste en répercussion à ce qui se passe en France.²

1.1. La création du mouvement des Gilets jaunes en France

Le mouvement des Gilets jaunes en France démarre au mois de mai 2018 avec une pétition lancée par une citoyenne française d'origine martiniquaise, Priscillia Ludosky. Celle-ci lance cette pétition à la suite de l'annonce de la hausse du prix des carburants. Elle n'a aucune formation politique spécifique, c'est juste son exaspération qu'elle souhaite exprimer.³

La pétition est directement mise en ligne sur le site Internet www.change.org, et destinée au ministre d'État français de la transition écologique et solidaire. Son objectif est une mobilisation massive contre la hausse prévue du prix des carburants et elle revendique une diminution du tarif à la pompe. La pétition devient plus visible grâce à un article du quotidien *La République de Seine-et-Marne* dans son édition du 12 octobre 2018. La pétition recueille plus de 1.250.000 signatures et plus de 50.000 commentaires⁴.

Affecté par cet article, Éric Drouet, un habitant de la Seine-et-Marne, veut lui aussi contester la hausse du prix de l'essence. Il songe à organiser un convoi d'automobiles sur le périphérique de Paris le 17 novembre 2018. Il prend contact avec Priscillia Ludosky et relaie la pétition sur son compte Facebook en lançant un appel à un rassemblement automobile.⁵

Cette activité va inspirer la naissance d'un second article dans le journal *Le Parisien* du 21 octobre 2018 et va contribuer à la croissance et à la visibilité du mouvement⁶.

Une multitude de pages et de programmations d'événements se multiplient sur le réseau social Facebook pour mettre en place un blocage le 17 novembre 2018. Ce blocage s'inscrit sous l'enseigne : « Blocage national contre la hausse du prix du carburant ». De nombreux

² GRACOS, I. (2019). Grèves et conflictualité sociale en 2018. Mobilisations transversales. *CRISP*, 2423, p.4

³ BENOUSSAÏD, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). Eléments d'analyse du mouvement des Gilets jaunes en Belgique. *Collectif LEA*, p.4

⁴ GRACOS, I. (2019). *Idem*, p.4

⁵ GRACOS, I. (2019). *Ibidem*, p.5

⁶ GRACOS, I. (2019). *Ibidem*, p.5

protestataires créent des événements locaux pour mettre en place des blocages du réseau routier à travers tout le pays⁷.

En novembre et décembre 2018 en France, avec parfois quelques semaines d'intervalle, le mouvement des Gilets jaunes débute de manière décentralisée avec des blocages qui se multiplient dans tout le pays⁸.

Le mouvement prend de plus en plus d'importance et devient de plus en plus présent dans les médias. Le gouvernement français interagit en expliquant que la lutte contre la pollution nécessite l'augmentation du prix des carburants.⁹

1.2. L'apparition du mouvement en Belgique

Comme je l'ai expliqué précédemment, pour comprendre la chronologie du mouvement des Gilets jaunes en Belgique, de la mi-novembre à la fin décembre 2018, il faut tenir compte de l'impact du mouvement français des Gilets jaunes, mouvement qui se révèle comme un déclencheur de la lutte en Belgique.¹⁰

Sur le terrain, les premières actions visibles des Gilets jaunes belges se sont déroulées le vendredi 16 novembre 2018.

En octobre 2018, un groupe se crée sur Facebook sous le nom de « Grève générale contre le gouvernement » et il atteint rapidement 60.000 membres. Il s'engage à boycotter les élections communales du 14 octobre. Ce groupe constitue l'une des sources du mouvement naissant des Gilets jaunes en Belgique¹¹.

La protestation circule via les réseaux sociaux et est relayée par les médias. Elle a beaucoup d'impact en Belgique francophone. Ainsi, en Wallonie et en Région bruxelloise, de nombreux partisans des Gilets jaunes manifestent.¹²

Un autre groupe sur Facebook nommé « Actions citoyennes contre les mesures du gouvernement », pour se démarquer de l'appellation Gilets jaunes, est créé autour d'Antonio Quattrocchi. En même temps, un autre mouvement se mobilise également en Belgique avec

⁷ BENOUSSAID, T. BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit*, p.4-5

⁸ BENOUSSAID, T. BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). *Idem*, p.6

⁹ GRACOS, I. (2019), *op.cit*, p.6

¹⁰ GRACOS, I. (2019). *Idem*, p.6

¹¹ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). *Ibidem*, p.5.

¹² GRACOS, I. (2019), *op.cit*, p.5.

près de 100.000 personnes qui marchent pour le climat le 2 décembre 2018. En outre, suite à la démission de la N-VA du gouvernement fédéral (le 9 décembre 2018) suite à un désaccord sur des questions de politique migratoire, le gouvernement ne dispose plus de la majorité absolue au Parlement. Deux mouvements, Gilets jaunes et Gilets verts, vont s'exprimer majoritairement dans la précampagne électorale entre l'automne 2018 et le printemps 2019.¹³

La chute du gouvernement fédéral, suivie des élections et de l'incapacité de former un nouveau gouvernement, auraient été les principaux obstacles à la continuation de ce mouvement¹⁴.

En plus, la répression policière lors des manifestations de novembre et décembre 2018 à Bruxelles et la répression judiciaire pour forcer à lever les blocages n'ont pas favorisé les activités du mouvement. Il faut aussi noter que les médias ont peu traité les actions menées par les Gilets jaunes belges tout au long des années 2019 et 2020¹⁵.

Pourtant, les militants Gilets jaunes belges s'engagent régulièrement en 2019 et 2020 dans des actions politiques symboliques au niveau local. Par exemple, ils réclament, dans les gares, la suppression de la première classe dans les trains. Ils veulent inciter les gens à s'interroger sur l'état de la démocratie. Par solidarité, ils se mobilisent en faveur d'actions d'autres militants par exemple en apportant leur soutien aux infirmières en 2019¹⁶.

Globalement, le mouvement des Gilets jaunes en France et en Belgique non seulement se distingue dans le domaine des mobilisations sociales, mais aussi se différencie des autres mouvements historiques par ses modes d'action et sa structuration¹⁷.

1.3. La manifestation des Gilets jaunes en Belgique

1.3.1 Création des groupes des Gilets jaunes sur les réseaux sociaux

Comme en France, la mobilisation s'organise surtout en Belgique francophone à travers des groupes et des pages Facebook. Le mouvement belge se forme au sein de petits groupes locaux selon leur appartenance à une ville et ces groupes restent souvent unis entre eux par

¹³ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit*, p.5.

¹⁴ GOBIN, C. DUFRESNE, A. MÜLLER, T. ZUNE, M. (2020). Un nouveau front militant citoyen. *Politique* 113, p.1

¹⁵ Idem, p.1

¹⁶ GOBIN, C. DUFRESNE, A. MÜLLER, T. ZUNE, M. (2020). Idem, p.6.

¹⁷ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). Idem, p.16.

ces groupes Facebook¹⁸. « Ces groupes ont parfois été créés en amont, avant même l'émergence du mouvement en tant que tel. D'abord réceptacles des mécontentements, c'est là que s'opère le passage du "clic" à l'action. (...) Les réseaux sociaux ont été la première source de diffusion et d'organisation du mouvement. Les initiatives se sont multipliées par effet de contagions via Facebook et ont réussi à toucher un public parfois distant de la politique ou de tout militantisme.¹⁹ »

Voici les trois groupes majeurs qui ont été créés en Belgique, en Wallonie et à Bruxelles²⁰ :

- Début octobre 2018 : création du groupe « *Grève générale contre le gouvernement* », 60.000 membres ;
- 16 octobre 2018 : création du groupe « *Actions citoyennes contre les mesures gouvernementales* », 7.500 membres ;
- 19 novembre 2018, création du groupe « *Gilets Jaunes, la colère du peuple* », 20.000 membres.

Ces groupes constituaient un lieu où la majorité des informations était diffusée : propositions de rassemblement, appels de renforts, diffusion d'articles de presse et messages de soutien, etc²¹.

A partir de ces groupes, des réunions « *Réunion plan action stop inflation carburant* » sont organisées entre les participants. Ceux-ci discutent des actions concrètes à mener. Elles se tiennent souvent le dimanche, en général dans des parkings de supermarchés ou de grands magasins, et réunissent plusieurs dizaines de participants²².

1.3.2 Différents blocages

Les premières actions collectives ciblent tout ce qui est lié au transport automobile privé : les dépôts de carburant sont bloqués afin de provoquer des pénuries aux stations-service ; les voitures ralentissent le trafic (opérations « *escargot* »), des barrages filtrants sont installés sur les lieux de grand passage, comme les ronds-points, les entrées de sites commerciaux, ou d'anciens postes frontières avec la France. Des manifestations suivent souvent en fin de journée, dans la ville la plus proche²³.

Début octobre 2018 est créé le groupe « *Grève générale contre le gouvernement* », qui

¹⁸ GRACOS, I. (2019), *op.cit*, p.5.

¹⁹ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). *Idem*, p.16.

²⁰ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). *Ibidem*, p.16.

²¹ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit*, p.16.

²² BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). *Idem*, p.16.

²³ GRACOS, I. (2019), *op.cit*, p. 5.

atteint en peu de temps 60 000 membres. Les personnes peuvent y exprimer leur situation de détresse économique et leur dégoût face à l'action du gouvernement fédéral ; l'idée est de produire des blocages afin d'engager un rapport de force avec le gouvernement fédéral, en empêchant la perception des taxes sur les carburants²⁴.

Les participants appellent à des réunions collectives afin de discuter des actions à mener. Sous le nom « *Réunion plan action stop inflation carburant* », des rencontres sont organisées dans diverses villes en Belgique notamment à La Louvière, à Mons, à Charleroi et à Bruxelles de la fin octobre à la mi-novembre. Elles se déroulent le dimanche, sur les parkings de supermarché, et rassemblent plusieurs dizaines de participants. Lors de ces réunions sont exposés des plans de blocage de la distribution de carburants durant 72 heures dans le pays, en vue de provoquer une réaction du gouvernement fédéral. Antonio Quattrochi, ancien délégué CSC du dépôt de carburants de la compagnie pétrolière Total de Feluy, connaît bien la chaîne logistique de la distribution de carburants en Belgique. Le plan est annoncé par la presse et les porte-parole du mouvement s'expriment à visage découvert dans les médias²⁵.

Les membres des divers groupes Facebook s'interrogent sur le succès possible de ce plan d'action. La construction d'une confiance mutuelle et d'une action collective est fragile, et il n'y a pas de références idéologiques ou politiques communes qui serviraient d'appui à l'engagement²⁶.

Le 16 octobre, un nouveau groupe Facebook est constitué, sous le nom de « *Actions citoyennes contre les mesures gouvernementales* ». Son objectif est de faire naître des mobilisations diverses au niveau local. Il se décline en plusieurs groupes locaux (Namur, Bravant wallon, Philippeville, etc). Le terme de « *Gilets jaunes* » n'est pas encore employé, il s'imposera par la suite.

Une action coordonnée débute le 15 novembre à 22h ; le blocage simultané de l'accès à divers dépôts de carburants et raffineries de Wallonie notamment Hainaut Tanking à Tertre (Hainaut), Proxyfuel à Wierde (Namur) et les dépôts de Total à Feluy (Hainaut), à Sclessin (Liège) et à Wandre (Liège). Le site de Feluy, central dans la chaîne d'approvisionnement de

²⁴ GRACOS, I. (2019). Idem, p.6.

²⁵ GRACOS, I. (2019), *op.cit*, p.6.

²⁶ GRACOS, I. (2019). Idem. P.6.

stations -services en Wallonie constitue une « prise » importante. Les groupes de blocage sont constitués de quelques dizaines de membres à une centaine²⁷.

De nombreuses personnes, qui n'avaient pas participé aux réunions de préparation, rejoignent les blocages. Les organisateurs se trouvent dépassés par les événements, et déclarent le retrait de leur responsabilité dès le 17 novembre. Ils incitent à poursuivre les actions en estimant que leur objectif de démonstration de force pacifique est atteint. Dans chaque point de blocage, les mêmes dynamiques sont à l'œuvre : des participants rejoignent les sites, où ils se relaient jour et nuit, ils élaborent au quotidien la conduite à tenir, en partie en liaison avec les autres sites de blocage, et en partie de manière autonome. Ainsi, le plan d'action prévu pour les 72 premières heures fait place à l'auto-organisation. C'est sur les sites de blocage que se généralise le port du gilet jaune, qui devient un symbole de référence commune, dépassant les appartenances à des groupes Facebook. Ces actions vont mener à la création du groupe « *Gilets Jaunes, la colère du peuple* » le 19 novembre 2018²⁸.

Le groupe des Gilets jaunes interpelle le Premier ministre, Charles Michel, pour réclamer un plafonnement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 6 % pour tous les produits de base (dont l'énergie), ainsi qu'une augmentation des bas salaires et des basses pensions. Ils distribuent des tracts contre la hausse du prix des carburants. Les manifestants déclarent vouloir mener l'action jusqu'à la prise en considération de leurs revendications par le gouvernement fédéral²⁹.

Les 17 et 18 novembre, des opérations escargot se déroulent en même temps que des blocages de dépôt, comme à Tournai, avec une manifestation sur la Grand-Place en fin d'après-midi. Total demande le 19 novembre l'intervention de la police pour lever le barrage du dépôt de Feluy. Les forces de l'ordre interviennent avec une autopompe et procèdent à trois arrestations administratives. Malgré cela, le blocage des autres dépôts se poursuit. Un groupe de Gilets jaunes de Courcelles occupe un rond-point 24h sur 24. Les Gilet jaunes occupent aussi des stations-service et filtrent l'accès à des centres commerciaux. Le 21 novembre, Le Soir annonce que 400 stations-service sont à sec en Wallonie sur les 1200 estimées. Dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 novembre, des GJ freinent la circulation des camions desservant l'aéroport de Bierset. D'autres actions du même type ont lieu. Les

²⁷ GRACOS, I. (2019). Ibidem. p.7.

²⁸ GRACOS, I. (2019), *op.cit*, p.6.

²⁹ GRACOS, I. (2019). Idem. p.7.

Gilets jaunes stoppent à chaque fois leur action lorsque la police intervient. Ces actions rassemblent en général plusieurs dizaines de personnes, et plus rarement des groupes plus restreints. Le 25 novembre, après 10 jours d'action, 250 stations restent vides en Wallonie. Certains dépôts sont fermés par sécurité le week-end ou la nuit. Le 27 novembre, le Brabant wallon commence aussi à être touché par le manque d'essence aux pompes. Le 4 décembre 2018 a lieu une entrevue entre une délégation de 8 représentants wallons des Gilets jaunes et le Premier ministre. A l'issue de la rencontre, le Premier ministre demande qu'une liste de prix pour les marchandises trop chères lui soit remise, afin de voir si le gouvernement fédéral dispose d'une marge de manœuvre sur ceux-ci. La manifestation du 8 décembre est maintenue, le blocage des dépôts se poursuit, plusieurs centres urbains sont bloqués, de même que des stations-service et des points de circulation importants. Ainsi, plusieurs centres urbains (Tournai, Dison, etc.) sont bloqués, de même que des stations-service (comme celle du Cora à Châtelineau) et des points de circulation névralgiques (comme des routes menant en France). En outre, quelques groupes commencent à se constituer en Flandre (notamment à Gand)³⁰.

1.3.3 Manifestations non autorisées

À Bruxelles et dans différentes villes wallonnes, les Gilets jaunes investissent les rues où ils se rassemblent et montrent leurs forces. Ils choisissent de ne pas demander d'autorisation pour manifester. Cependant, suite aux multiples arrestations administratives, et parfois préventives, ils abandonnent ce mode d'action et préfèrent les blocages, plus concrets et porteurs d'un impact plus grand. Certains Gilets jaunes belges allaient également manifester à Lille ou à Paris, avec les Gilets jaunes français, ainsi ils se renforçaient car les mobilisations françaises étaient très importantes, et ils montraient que leur mouvement dépassait l'échelle nationale.³¹

1.3.4 Relation avec les médias traditionnels

Le rapport des Gilets jaunes aux médias est assez compliqué. Ils ont besoin de passer par les médias pour se faire entendre et en même temps ils nourrissent une grande défiance vis-à-vis d'eux. Certains médias, de leur côté, leur témoignent une certaine condescendance. De plus, ils ne sont pas formés à la prise de parole en public ou à la rédaction de communiqués, et au début les porte-parole sont choisis de manière improvisée. Ceux qui prennent la parole sont

³⁰ GRACOS, I. (2019), *op.cit*, p.8.

³¹ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit*, p.13.

ceux qui le veulent bien, ou qui ont du charisme, ou dont le profil correspond à l'image que le groupe veut donner. Plus tard, en se structurant, les groupes vont se choisir collectivement des porte-paroles qui leur correspondent, tout en restant attentifs à ne pas attribuer le rôle de chef à quelqu'un. De temps en temps, une relation de confiance avec l'un ou l'autre journaliste permettait toutefois un bon relais de l'information et de leur message. De manière générale, les Gilets jaunes relaient eux-mêmes leurs actions, afin que l'information ne soit pas « déformée » par des « médias corrompus »³².

1.3.5 Confusion et manque de consensus

Le mouvement est constitué de membres qui ne se connaissent pas entre eux et n'ont pas une expérience d'activisme, même si certains ont une expérience de l'action syndicale. Le mouvement n'est pas centralisé et il n'y a pas une coordination claire, les groupes fonctionnent selon le consensus collectif, et à l'échelle du groupe.

Différentes tendances, de la désobéissance civile aux actions de dégradation et d'insurrection, ont traversé les groupes. La tendance de la désobéissance civile est celle qui l'a emporté, avec le temps. Chaque groupe local a développé ses propres actions (blocages/manifestations/actions de solidarité), et ses propres cibles, ce qui lui a permis d'avoir une certaine flexibilité et une mobilité, lui permettant de se renouveler face à la répression, du moins pendant un certain temps³³.

1.3.6 Distinction avec les mobilisations traditionnelles

Les Gilets jaunes n'ont rien à perdre quand ils se lancent dans la lutte, ils ont une vision jusqu'au-boutiste et se démarquent ainsi des mobilisations traditionnelles comme les manifestations ou les grèves syndicales. Le mouvement emploie des modes d'action illégaux, tels les blocages, et ainsi ils participent à la re-légitimation de l'action directe. Ils ont en quelque sorte élargi l'action syndicale et le recours à la grève comme moyen de contestation. La grève ne se situe plus dans un rapport travailleur/employeur, mais dans un rapport citoyen/Etat. La mobilisation des Gilets jaunes entend sortir du symbolique, et faire plier leurs adversaires en mettant en œuvre tous les moyens disponibles. L'action directe ne sert plus un but de communication. Par exemple, ils peuvent se lancer dans un blocage sans communiquer sur leur action. Les actions s'inscrivent dans une temporalité courte, ce qui renforce une attitude performative. Cette attitude est valorisée auprès de la population, qui

³² BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit*, p.15.

³³ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). *Idem*, p.14-15.

est désabusée de la « politique », et cela convainc plusieurs personnes à soutenir et à rejoindre le mouvement. Les gilets jaunes ont en quelque sorte élargi l'action syndicale, et l'utilisation de la grève comme moyen de contestation. Le conflit travailleur/employeur fait place à un conflit citoyen/Etat. Les Gilets jaunes s'organisent pour faire plier leurs adversaires, et pas seulement pour marquer leur désaccord politique, sensibiliser et rassembler des gens autour d'eux. Ils peuvent ainsi entamer un blocage de plus de 24h sans avoir écrit un seul communiqué de presse. En revanche, le manque de structuration du mouvement a démobilisé d'autres personnes³⁴.

1.4. Conclusion

Il est important de tenir compte du fait que beaucoup des membres de ce mouvement ont peu ou pas d'expérience en rapport avec la mobilisation, même si certains ont déjà mené des actions au niveau des syndicats. De plus, les décisions de ce mouvement ne sont pas prises dans un même lieu et autour d'une seule coordination³⁵.

Il est difficile de définir le profil type des Gilets jaunes, car les personnes qui se sont mobilisées n'appartenaient pas au départ à une organisation collective, elles venaient de la gauche ou de la droite, il y avait des travailleurs comme des chômeurs, etc. Dans un premier temps, le mouvement a émergé au sein des périphéries des moyennes et petites villes et de la ruralité. Dans un second temps, des groupes vont émerger dans les centres-villes. Dès le départ, des groupes d'extrême-droite, comme « Nation », ont essayé de récupérer le mouvement, attirés par le côté populaire et antisystème. Mais lorsqu'ils se présentaient sur les lieux de blocage avec leurs tracts, ils étaient rejetés, d'autant plus qu'il y avait sur place des syndicalistes et des acteurs associatifs. La volonté de rester en dehors de toute logique partisane, et de refuser toute forme d'appartenance idéologique, a largement dominé partout³⁶.

2. Description

2.1. Analyse quantitative et qualitative des Gilets jaunes

En premier lieu, nous allons analyser les profils des Gilets jaunes belges, qui concernent des personnes, le plus souvent dépolitisées, et se situant en dehors d'un parti. BENOUSSAID

³⁴ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit.*, p.16.

³⁵ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). *Idem*, p.16.

³⁶ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). *Ibidem* p.4

(2020) lors de son analyse a retrouvé une grande diversité de profils : ouvriers, employés des services publics, des routiers, des petits indépendants, des chômeurs, des allocataires du CPAS (Centre public d'action sociale), des allocataires d'un revenu d'invalidité, des retraités, etc. Tout comme en France, le mouvement provient principalement des milieux ruraux ou des petites villes, où il reste difficile de se déplacer sans voiture. Le mouvement en Belgique est quasi exclusivement francophone, influencé par le mouvement français³⁷.

MAES a procédé à une analyse à partir de témoignages de Gilets jaunes belges, en vue de dresser leur profil sociologique. Il note 25 % de demandeurs d'emploi qui sont chômeurs indemnisés, ce qu'on ne retrouve habituellement pas dans les mobilisations syndicales. Les employés (37,5%) prévalent sur les ouvriers (12,5 %). Les indépendants et les petits commerçants ne représentent que 5 % du mouvement. La moyenne d'âge se situe un peu en dessous de la cinquantaine, et le niveau d'étude majoritaire est le premier cycle du supérieur (35%), suivi par le CESS (Certificat d'Enseignement Secondaire Supérieur) (25%). Les diplômés du supérieur et les universitaires sont sous-représentés, mais sont par contre particulièrement actifs dans certaines tâches (coordination, animations de débats, etc.). Les femmes sont très présentes (58%)³⁸.

Alors que BENOUSSAID note que la majorité des Gilets jaunes sont dépolitisés, et qu'il n'est pas question pour eux de défendre un parti en particulier et qu'ils peuvent même être dans une période d'abstention politique et de méfiance, MAES, lui, dans son enquête, montre que l'orientation politique des Gilets jaunes est largement de gauche, même si on ne retrouve pas beaucoup de militants de partis politiques. 64% des personnes interrogées indiquent voter PS (Parti socialiste) ou PTB (Parti du travail de Belgique). 11% appartiennent à l'extrême droite, qui se trouve donc surreprésentée même si elle demeure minoritaire. Des militants du PP (Parti populaire) assurent une forte présence médiatique lors des blocages sur les ronds-points. 75% des Gilets jaunes interrogés sont syndiqués (62% à la FGTB, Fédération générale du travail de Belgique), 1/5 d'entre eux ont été délégués syndicaux. Cependant, 82% considèrent le syndicat comme trop administratif, mou au niveau des revendications, et déconnecté du terrain³⁹.

³⁷ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit*, p.4-5.

³⁸ MAES, R. (2019). « Gilets jaunes » et mayonnaise analytique. *La Revue nouvelle. Le mois*, n° 5. p.11.

³⁹ MAES, R. (2019), *op.cit*, p.11.

2.2. Principales revendications

Tout comme en France, la revendication de départ a été liée à l'augmentation des taxes sur les carburants, qui pèsent lourd dans le budget de certains ménages. Par la suite, en se ralliant et en discutant ensemble, les Gilets jaunes ont fait émerger d'autres problématiques, liées à la politique, aux banques, aux médias. Ainsi, à la fin novembre 2018, on voit apparaître toute une série de revendications *« allant de la démission du gouvernement à la suppression des taxes sur le carburant en passant par l'augmentation de l'offre de service de la SNCB, la nationalisation des parcs immobiliers inoccupés, la confiscation de la fortune des fraudeurs fiscaux, le développement des potagers urbains et la publication des archives de la Sureté de l'État.⁴⁰ »*

En effet, la centralisation de la communication et la réflexion stratégique collective entre les différents groupes locaux font défaut au mouvement des Gilets jaunes. Ainsi, certains groupes (à Charleroi et à Bruxelles) vont revendiquer le RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne), alors que d'autres non. Un autre sujet fréquemment évoqué est un profond ressentiment vis-à-vis des grandes entreprises et des multinationales, dont le faible niveau d'imposition est perçu comme une injustice. De même, les Gilets jaunes dénoncent une corruption à tous les niveaux de pouvoir ; dans la police, l'armée, les médias, etc. Enfin et surtout, ils dénoncent leur quotidien de souffrance, avec des salaires trop bas. Cette multiplicité des revendications, sans une structuration du mouvement, sans hiérarchie, et sans réflexion stratégique collective a mené le mouvement à s'essouffler⁴¹.

"En tout cas, au fil du mouvement, des egos se sont fait connaître, beaucoup voulaient une part de leadership. Chacun a voulu créer son petit groupe dans sa commune et organiser des mini-blocages. L'intention était bonne. Mais c'était au détriment de la cohésion d'un mouvement qui déjà, à la base, était éclaté. Ce qui n'était pas idéal pour négocier avec le gouvernement. D'autant que personne ne voulait être le porte-parole de tous les Gilets jaunes. Résultat, côté revendications, cela partait dans tous les sens. À un moment donné, il y en avait 72. On réclamait 0 % de TVA pour les pauvres, 35 % pour les riches. C'est intenable. Il fallait, à mon sens, cibler une baisse des taxes sur les produits pétroliers, une TVA à 6 % sur les biens de première nécessité, eau, gaz, électricité, et, de façon plus

⁴⁰ MAES, R. (2019). Idem, p.11-12.

⁴¹ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit*, p.7.

*générale, plus de justice sociale et fiscale*⁴². »

2.3. La solidarité entre les Gilets jaunes belges

Pour Neveu, une action collective dans un mouvement social se caractérise par le fait d’agir ensemble de façon intentionnelle, et dans une logique de revendication, de défense d’un intérêt ou d’une cause.

Une action collective serait analysée « *En partant d’une définition très molle de l’action collective, qui l’identifierait aux situations dans lesquelles se manifestent des convergences entre une pluralité d’agents sociaux, une variable d’intention de coopération peut aider à procéder à un premier tri. L’opération (escargot) de chauffeurs routiers qui bloque un périphérique produira un résultat comparable au bouchon suscité par les vacanciers qui se précipitent en voiture vers les plages.* »⁴³

Ce mouvement a vu naître une nouvelle identité ; l’appartenance à un nouveau groupe social symbolisé par le gilet jaune. Ainsi, les Gilets jaunes, qui ne se connaissaient pas au départ, ont constitué des fraternités, des réseaux d’entraide et de solidarité. Ils ont posé des actes de solidarité, comme par exemple des collectes de fonds entre eux, pour soutenir un camarade en galère, ou encore des approvisionnements aux sans-abris, ou la distribution de colis alimentaires pour les familles en difficulté⁴⁴.

Le mouvement a ainsi engendré de la sociabilité entre des gens qui ne se connaissaient pas au départ. D’ailleurs, l’idée de se rassembler sur les ronds-points, souvent à la périphérie des grandes villes qui sont des lieux où personne ne s’arrête, et vides de toute vie sociale, a contribué à créer ce vivre-ensemble. Les Gilets jaunes qui s’y retrouvaient pour s’y réchauffer et manger ensemble ont fait l’expérience de la convivialité et ont créé des liens au-delà de leurs différences⁴⁵.

Après les premiers appels, les réseaux sociaux ont continué d’être centraux dans la structuration du mouvement. Une dynamique de terrain a rapidement succédé aux premiers appels lancés sur les réseaux sociaux. Tenir les ronds-points a nécessité une organisation collective, qui a été une expérience riche et structurante pour le mouvement, et qui a permis de tisser des liens de solidarité et d’amitié. Des processus de débats et de votes ont eu lieu,

⁴² DH. Les Gilets Jaunes s’essoufflent : « Un mouvement disparate avec des guerres d’ego ». Publié le 16/11/2019.

⁴³ NEVEU, E. (2019). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La découverte. p.6.

⁴⁴ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit.*, p.13.

⁴⁵ PAUGAM, S. (2020). *Comment comprendre le mouvement des Gilets jaunes ?* Dans 50 questions de la sociologie. 75014. Paris : p.333.

pour répondre aux multiples questions journalières et prendre des décisions. La plupart des décisions étaient débattues puis votées à main levée. Ça a été l'occasion d'apprendre à argumenter, construire des revendications, exprimer une pensée politique, se positionner sur des questions de gestion publique⁴⁶.

2.4. Les Gilets jaunes face à la représentation syndicale

2.4.1 Bref historique des syndicats

A la fin du 19^{ème} siècle, les ouvriers travaillent dans des conditions très difficiles, pour de très faibles salaires. Ils n'ont pas d'existence politique, pas de droit de vote ; dans ce contexte les syndicats instaurent un système de cotisation volontaire, afin de constituer un fonds de secours pour les personnes ayant perdu leur emploi, ou en incapacité de travail⁴⁷.

Le gouvernement adopte la loi du 28 décembre 1944 instaurant le « Pacte Social », suite à des négociations entre syndicats et patronat. Il s'agit du fondement de la sécurité sociale belge, qui repose sur le principe de solidarité et l'obligation de cotiser pour tout travailleur et tout employeur, ce qui finance les pensions, mutuelles, allocations familiales, congés payés, et assurance-chômage. Les syndicats, qui ont créé cette assurance-chômage, ont gardé leur rôle dans la gestion des allocations de chômage⁴⁸.

Le mouvement syndical en Belgique se développe au sortir des deux guerres mondiales. Il œuvre à la construction d'un système de concertation sociale, et à l'institution des représentants des organisations des travailleurs dans la vie politique et institutionnelle⁴⁹.

Une des missions principales du syndicat est de défendre les intérêts individuels et collectifs des travailleurs, à travers un service juridique, qui peut informer et conseiller l'affilié. En cas de problème plus important, le syndicat peut l'accompagner dans les démarches en justice, afin de faire valoir ses droits. D'autre part, lorsqu'un affilié a le droit de percevoir des indemnités en raison de la perte d'un emploi ou lors de la fin du stage d'insertion, le syndicat paie les allocations de chômage pour le chômeur syndiqué. Les chômeurs non syndiqués accèdent pour leur part à une « *Caisse auxiliaire de paiement des allocations de*

⁴⁶ BENOUSSAID, T. SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B (2020). Idem, p.16.

⁴⁷ Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation. (CPCP). Le paiement des allocations de chômage par les syndicats. Disponible sur : <https://www.cpcp.be/wp-content/uploads/2019/05/paiement-allocations-chomage.pdf>. p.7. Consulté le 12/02/2020.

⁴⁸ Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation. (CPCP). Le paiement des allocations de chômage par les syndicats. Disponible sur : <https://www.cpcp.be/wp-content/uploads/2019/05/paiement-allocations-chomage.pdf>. Consulté le 12/02/2020. p.7

⁴⁹ Idem, p.8

chômage CAPAC » qui est créée en 1951 dans le but d'aider les personnes non syndiquées de bénéficier aussi de ces allocations⁵⁰.

2.4.2 Des interlocuteurs sociaux

Les processus de négociation et de concertation sociale se sont développés au niveau des entreprises, et les syndicats se sont développés et renforcés, jusqu'à obtenir dans les années 1970 la réalisation d'un certain nombre de leurs revendications, en vue d'améliorer la condition des travailleurs et de réduire les inégalités sociales⁵¹.

2.4.3 Une culture de la négociation

En 1944, le Pacte social instaure un système de sécurité sociale, et les syndicats deviennent des acteurs socio-économiques importants, intégrés à tous les niveaux de la concertation sociale. La syndicalisation se renforce et s'étend dans l'entreprise, et le paiement des allocations de chômage passant par les syndicats, l'augmentation du taux de chômage pousse les travailleurs à se syndicaliser. La contestation sociale s'exprime tour à tour par des négociations régulières entre patronats et syndicats, ou par des manifestations bien ordonnées. Ces négociations permettent aux syndicats d'obtenir des avancées pour les travailleurs. Dans la culture collective, l'adhésion à un syndicat représente une forme d'assurance tous risques et d'accès à des services⁵². En Belgique, les syndicats vont conserver un rôle incontournable, et une grande influence dans le domaine de la concertation⁵³.

La préservation de la « paix sociale » est ainsi devenue une part importante de l'activité de ces derniers. « *Au moment de son départ à la retraite, Jean-Claude Vandermeeren, membre durant 30 ans du secrétariat fédéral de la FGTB, indiquait qu'il passait 95 % de son temps à éviter les conflits.*⁵⁴ »

Durant cette décennie, en Belgique, le taux de syndicalisation a augmenté, en raison de l'affiliation des employés, des agents des services publics et des chômeurs. La Belgique est le seul pays de l'Union européenne dans lequel la syndicalisation est élevée et en progression. Et le nombre d'affiliés tend à augmenter. Chez les ouvriers le taux de

⁵⁰ Ibidem, p.9

⁵¹ MANSOURI, T. (2019). *Evolution du pouvoir d'influence des syndicats en Belgique*, mémoire de. Master en sciences du travail. Louvain-La-Neuve : UCL-FOPES.

⁵² MANSOURI, T. (2019), *op. cit.*, p.26.

⁵³ MANSOURI, T. (2019). Idem, p.26.

⁵⁴ FANIEL, J. (2015). Négocier, un besoin vital pour les syndicats ? *Politique*. N°85, p.2.

syndicalisation est de presque 100%, et chez les employés il est de 56%.⁵⁵

En Belgique, les deux plus grandes organisations syndicales représentatives sont la CSC/ACV (Confédération des syndicats chrétiens) avec 1.665.217 membres, et la FGTB/ABVV (Fédération générale du travail de Belgique) avec 1.503.000.748 membres. En troisième lieu nous avons la CGSLB/ACLVB, (Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique), qui compte près de 274.308 membres⁵⁶.

Selon eux, les syndicats voient leur échapper leur rôle de canalisation de la colère des travailleurs. Une majorité des Gilets jaunes ont le sentiment d'être seuls, ce qui traduit une dégradation de la relation avec les partis et les syndicats. A tel point que, parmi les Gilets jaunes, celui qui avait été délégué syndical ou affilié à un parti était mal vu. Dans ce sens, les témoignages récoltés sont parlants :

« Je n'ai jamais cru aux partis politiques, et je ne crois plus aux syndicats. »

« On ne fait pas de la cogestion quand on est syndicaliste, on est un contre-pouvoir, malheureusement ils sont tous politisés [partisans]. »

« On a dit de moi que j'étais pourri, que j'étais ancien syndicaliste. »

« Tout le monde a le droit de vote (en assemblée générale gilet jaune) sauf les personnes des partis politiques parce que nous n'avons pas le droit de vote chez eux⁵⁷. »

Lorsqu'ils s'expriment, les Gilets jaunes pointent les failles de l'appareil syndical. Ils dénoncent ainsi la perte du rapport de force dans les négociations institutionnelles, et le corporatisme des syndicats. Ils leur reprochent également d'être mous et absents dans leurs actions. Ils souhaiteraient que les syndicats les suivent et adoptent une ligne plus radicale et combative. De plus, les Gilets jaunes reprochent aux syndicats leurs accointances avec certains partis politiques, qu'ils interprètent comme une trahison. Du côté des syndicats, la prudence est de rigueur vis-à-vis du mouvement, dont les revendications au début sont assez floues, si ce n'est celle concernant la suppression de la hausse sur la taxe des carburants. Les syndicats n'osent pas au début se positionner clairement pour ou contre les actions de Gilets jaunes, car ce mouvement apparaît comme un intrus dans le champ politique. De plus, des suspicions de liaison avec certaines idées racistes, anti-immigration ou anti-démocratiques viennent entacher le mouvement. Les dirigeants syndicaux préfèrent réagir très prudemment,

⁵⁵ FANIEL, J. VANDAELE, K. (2012). Implantation syndicale et taux de syndicalisation. *CRISP*, n° 2146-2147

⁵⁶ MANSOURI, T. (2019). *Idem*, p.29.

⁵⁷ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit.*, p.10.

« à titre personnel », au mouvement des Gilets jaunes, en maintenant leurs distances⁵⁸.

Cependant, au fil du temps, les revendications des Gilets jaunes deviennent de plus en plus partagées par les syndicats, surtout celles concernant le combat pour le pouvoir d'achat et la justice fiscale⁵⁹. Ainsi, R. Verteneuil (FGTB) déclare que les Gilets jaunes « disent exactement la même chose que nous » et il leur donne un « soutien total à partir du moment où on est sur ces deux revendications qui sont : un besoin d'augmentation du pouvoir d'achat et de justice fiscale dans ce pays. »⁶⁰

Enfin, les syndicats avancent aussi que si les Gilets jaunes sont nés, c'est parce que le gouvernement a refusé d'écouter les syndicats. Selon Jean- François Tamellini, le mouvement des Gilets jaunes devrait être l'occasion pour la FGTB de réfléchir sur comment construire une résistance sociale, consulter sa base, prendre des décisions, et faire son auto-critique. En effet de nombreux affiliés, et même des délégués, ne se reconnaissent plus dans l'organisation, qui ne répond plus à leurs attentes. En réalité, les Gilets jaunes, par leurs actions, rappellent celles utilisées par les syndicats dans les années 60 durant la grande grève, ou plus tard, dans des actions plus ponctuelles d'entreprises. Ces formes d'actions ont été mises de côté, à cause d'une certaine institutionnalisation du syndicat⁶¹.

La concertation sociale est organisée au sein des commissions paritaires rassemblant les représentants syndicaux et patronaux des entreprises d'un même secteur d'activité. Au sein de ces commissions paritaires sont négociées des conventions collectives de travail⁶².

Une convention collective de travail (CCT) représente un accord entre le syndicat et l'organisation patronale, fixant les relations individuelles et collectives de travail entre employeurs et travailleurs, et réglant les droits et devoirs des deux parties. Les partenaires sociaux sont libres de négocier, les autorités n'interviennent pas dans la création de la CCT⁶³.

Marie-Hélène Ska, la secrétaire générale de la CSC (Confédération des syndicats chrétiens), s'exprime ainsi : « On nous répète "concertation" tout le temps mais on ne prend pas au sérieux le rôle des organisations syndicales. Avec l'effet de retour de bâton

⁵⁸ GRACOS, I. (2019), *op.cit*, p.51.

⁵⁹ GRACOS, I. (2019), *op.cit*, p.54.

⁶⁰ GRACOS, I. (2019). *Idem*, p.54

⁶¹ TAMELLINI, J. (2019). Tous les indicateurs sont au rouge. *Social*. p.1.

⁶² BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit*, p.10.

⁶³ Conventions collectives de travail (CCT). Service public fédéral, emploi, travail et concertation sociale. Disponible sur : <https://emploi.belgique.be/fr/themes/commissions-paritaires-et-conventions-collectives-de-travail-cct/conventions-collectives-de>

aujourd'hui, c'est que les citoyens se mobilisent tous azimuts pour dire que ce que nous disons depuis 4 ans c'est la réalité. Que les fins de mois sont difficiles. C'est en partie la conséquence de toutes ces années et non pas juste des 4 dernières années. Le malaise est profond. Il remonte à des dizaines d'années maintenant. Mais il s'est amplifié ces dernières années. Je pense que (les Gilets jaunes) expriment de manière encore plus directe que nous le faisons le malaise qui est celui qu'on ressent aujourd'hui.⁶⁴ »

2.5. Les Gilets jaunes et les partis politiques

De façon générale, les Gilets jaunes se définissent comme luttant pour la démocratie, qu'ils estiment menacée et vidée de sa substance, par le pouvoir des partis. Ils reprochent aux partis de construire des majorités gouvernementales en décalage avec le résultat électoral. Ils considèrent les partis en rupture volontaire avec les simples citoyens. Ce sentiment est encore plus renforcé suite aux scandales Nethys⁶⁵ parmi d'autres relayés dans l'actualité, dans lesquels les partis francophones « *de gouvernement* » ont été impliqués. Ceci explique que tout Gilet jaune se définit comme honnête et que l'ensemble du mouvement revendique la diminution des privilèges salariaux de la classe politique. Les Gilets jaunes rappellent et incarnent l'échec des politiques menées depuis plusieurs décennies, et des compromis conclus, au niveau social, économique et politique, ce qui explique peut-être pourquoi ils ne peuvent être considérés positivement par le système politique, syndical, médiatique ou intellectuel⁶⁶.

Dans la foulée du mouvement, on peut percevoir clairement un dégoût par rapport aux diverses élites ; monde politique, médias, institutions publiques. Les Gilets jaunes ne se sentent pas représentés par ces élites, et ils ont l'impression que leur voix ne compte pas, que la classe politique est fermée et qu'elle se reproduit dans un entre-soi.

Ainsi, plusieurs éléments sont récurrents dans la critique de la classe politique : le cumul des mandats, qui laisse à penser que ce sont toujours les mêmes personnes qui occupent les hauts postes, ou encore la relation entre les syndicats et les partis politiques, qui est interprétée comme une trahison. La révélation de nombreux scandales impliquant les partis

⁶⁴ RTL Info social : journée nationale d'actions syndicales. Syndicats et Gilets jaunes, même combat : "Si nous nous trouvons à côté des Gilets jaunes, c'est tant mieux". Publié le 14/12/2018.

⁶⁵ L'affaire Nethys a éclaté dans la foulée du scandale Publifin et des désormais célèbres comités de secteur de l'intercommunale, détenue par la province de Liège et plus de 70 communes. Fin 2016, plusieurs médias dont le Vif/L'Express révèlent la rémunération généreuse de mandataires politiques pour des réunions inutiles ou désertées. Affaire Nethys : du scandale politique aux poursuites judiciaires. DH, publié le 22/01/2021, consulté le 10/02/2021.

⁶⁶ GOBIN, C. DUFRESNE, A. MULLER, T. ZUNE, M. (2020), *op.cit*, p.7.

nourrit encore ce rejet de l'élite⁶⁷.

2.6. La répression des Gilets jaunes

Le mouvement des Gilets jaunes est un nouveau mouvement, composé majoritairement par des personnes issues de milieux populaires, qui a émergé rapidement au sein de la société et qui porte comme principal message « *on ne se sent plus représentés, écoutés* »⁶⁸. On pouvait donc espérer qu'il obtienne de l'écoute et de la considération de la part des autorités. Cependant, la réponse à ce mouvement a été une forte répression policière ; astreintes, menaces d'astreintes et intimidations⁶⁹.

Lors des actions collectives des Gilets jaunes, il y a eu assez rapidement des phénomènes de « *cassages* », dont le mouvement s'est dissocié. Tout d'abord, dans la nuit du lundi 19 novembre 2018 sur le site de Feluy, qui avait été dégagé par autopompe au cours de la journée par la police. Des Gilets jaunes décident de réoccuper le site le soir même, et certains détériorent les routes, les poteaux d'éclairage, tronçonnent des arbres pour bloquer les routes et incendient un camion-citerne à l'arrêt. Par la voix de leurs représentants, les Gilets jaunes se désolidarisent immédiatement de ces actions. Ainsi s'installe une tension supplémentaire au sein du mouvement, à travers la nécessité de réfléchir à ce qui est légitime ou pas. Car si certains Gilets jaunes ont détruit du matériel, il semble que ce soit par réaction à l'intervention musclée de la police, provoquant des blessés, au cours de ce qui était une manifestation « *pacifique* ». Près de 400 personnes réoccupent le site durant les nuits des 20 et 21 novembre 2018, et des bagarres éclatent avec la police, qui opère 53 arrestations. Il semble que ces bagarres aient été déclenchées par les hooligans de Charleroi, qui étaient en première ligne et attaquaient la police, masqués. Le jeudi 22 novembre, la police occupe le site de Feluy et y installe des autopompes, une brigade à cheval, un hélicoptère, un avion de la défense en patrouille, etc. Le Premier ministre, devant la Chambre des représentants, appelle à la plus grande fermeté. Le déploiement policier pendant la nuit est très important. Le 23 novembre au soir, quelques personnes mettent à sac une station-service à Charleroi, en bataille rangée avec la police locale. La très grande majorité des Gilets jaunes se désolidarise des casseurs, et cherche à donner une bonne image publique du mouvement, à travers un fort auto-contrôle des dynamiques contestataires internes⁷⁰.

À Bruxelles, le dispositif policier déployé a été important. Le moindre attroupement était poursuivi par des policiers en civil. Des personnes ont été interpellées dans les trains et dès

⁶⁷BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit*, p.8.

⁶⁸BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). *Idem*, p.8.

⁶⁹BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). *Ibidem*, p.9.

⁷⁰GRACOS, I. (2019), *op.cit*, p.14-15.

qu'une banderole venait à être déployée, la police arrivait immédiatement pour disperser les manifestants. Le 15 décembre 2018, les autorités bruxelloises ont mis en place un dispositif répressif qui a empêché toute forme de rassemblement, même pacifique. Plusieurs manifestants sont interpellés et arrêtés, avant même de rejoindre les lieux de rendez-vous. Lors du rassemblement des Gilets Jaunes du samedi 8 décembre 2018 à Bruxelles, 450 citoyens ont été arrêtés, parfois à la sortie des gares⁷¹.

2.7. Conclusion

En conclusion, nous pouvons souligner que ce mouvement a réussi à mobiliser des personnes qui jusque-là n'étaient pas spécialement mobilisées dans des structures de types partis ou syndicats, et qui étaient « *dégoûtées* » de la politique. Ces personnes se sont organisées dans des cellules locales, et parallèlement à la mobilisation « *physique* », il y a eu beaucoup d'échanges sur les réseaux sociaux entre les différents groupes. Aujourd'hui ceux-ci continuent à exister, et à échanger entre eux. De nouveaux espaces de solidarité locale se sont ainsi créés, dont certains sont encore actifs aujourd'hui⁷².

Ce mouvement est venu questionner la société civile, les partis, les syndicats, les médias, et leur montrer leurs failles et leurs angles morts. Il aurait pu continuer, mais plusieurs éléments sont venus contrer la dynamique ; le manque de structuration des divers groupes, la répression qui s'est abattue sur le mouvement, ne lui offrant plus de lieux de ralliements, de rencontre, et donc plus de possibilité d'action. Ce qui a mis à mal un mouvement dont la principale force de cohésion et de structuration était l'action. Les astreintes, poursuites judiciaires, les arrestations préventives, les violences policières ont ainsi contribué à casser le mouvement⁷³.

Enfin, il est à noter que les Gilets jaunes sont d'abord un phénomène français, qui s'est transporté en Belgique, alors même que les conditions initiales à l'émergence du mouvement ne se retrouvaient pas de la même façon chez nous. En effet, en France, ce mouvement est le produit d'un clivage territorial entre, d'une part, des villes prospères économiquement, et, d'autre part, des zones péri-urbaines touchées par le manque d'emploi, et où résident des populations en marge du mouvement économique, et pour lesquelles la mobilité représente un défi au quotidien, ainsi que l'absence de l'Etat dans leurs territoires (fermetures

⁷¹ BONOMO, P. (2018). Les Gilets Jaunes : Un objet politique mal identifié, p.5. Disponible sur : http://ep.cfsasbl.be/IMG/pdf/les_gilets_jaunes_un_objet_politique_mal_identifie.pdf.

⁷² BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020), *op.cit*, p.20.

⁷³ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B (2020), *op.cit*, p.21

d'hôpitaux, de postes de police, etc.). De plus, en France, la figure du Président, la verticalité du pouvoir, dont on attend tout, et à qui on impute tout ce qui ne va pas, a cristallisé la révolte politique.⁷⁴

A l'inverse, chez nous, en Belgique, le territoire est moins contrasté et la pauvreté est plus urbaine que périphérique. Le pouvoir politique n'est pas incarné par une personne, il est institutionnellement éclaté et disséminé. Malgré cela, le mouvement des Gilets Jaunes a interpellé chez nous et a fait écho à des difficultés vécues ici aussi. Les Gilets Jaunes sont issus des couches de la société modestes, mais non parmi les plus pauvres. En effet, les personnes les plus pauvres sont trop isolées et en trop grande précarité pour pouvoir s'organiser et se réunir⁷⁵.

Le mouvement a rassemblé une foule de revendications hétéroclites, et parfois contradictoires. Réclamer de meilleurs services publics et baisser les taxes pour les plus modestes paraît pourtant évident. Cependant, les politiques et les médias ont préféré souvent insister sur l'aspect contradictoire des revendications, et les décrédibiliser ainsi⁷⁶.

L'imprévisibilité du mouvement, et ses formes assez inédites de contestation, ont produit des effets aussi bien dans le monde syndical que politique, qui ont pris conscience du décalage avec les attentes de la base, concernant le respect des droits sociaux élémentaires (avoir des ressources suffisantes pour vivre, et non survivre). Le mouvement des Gilets jaunes, qui se définit comme citoyen, et démocratique, donne une mauvaise image des partis et structures politiques qui participent au pouvoir. En outre, le mouvement a montré que, contrairement, à ce que les syndicats avançaient, les citoyens étaient capables de se mobiliser sur une durée longue et continue. Le mouvement belge des Gilets jaunes est très inattendu par rapport aux particularités du système socio-politique belge, et il est né du paradoxe de la crise économique et financière et de ce qui est accompli par le monde politique pour la traiter⁷⁷.

⁷⁴ DE COOREBYTER, V. (2019). Une crise profonde de la légitimité. Disponible sur : www.crisp.be. Consulté le 15/03/2021.

⁷⁵ DE COOREBYTER, V. (2019). Idem.

⁷⁶ DE COOREBYTER, V. (2019). Ibidem

⁷⁷ GRACOS, I. (2019), *op.cit*, p. 61.

3. Cadre théorique

3.1. Mouvement ouvrier

Les travaux de Touraine des années 1980 auront précisément été centrés sur la recherche du mouvement social caractéristique des sociétés postindustrielles⁷⁸.

La sociologie des mouvements sociaux a été développée par Alain Touraine, sociologue français, au cours des années 70 et 80. Pour lui, le mouvement social est composé de trois éléments : une identité et des intérêts propres que l'on défend, un adversaire contre lequel on lutte, et une vision commune partagée par le mouvement et par son adversaire. Le mouvement social se définit donc par une action collective consciente et organisée, à travers un acteur de classe qui défend ses intérêts propres, et lutte contre un adversaire identifié, en vue de procéder à un changement dans la société⁷⁹.

Ces trois composants permettent de différencier conflit et mouvement social, toutes les formes de conflit n'étant pas nécessairement des mouvements sociaux. Mais tout mouvement social est nécessairement conflit. Le conflit fait surgir l'adversaire et forme la conscience des acteurs en présence. L'acteur d'un mouvement social se sent confronté en un combat à une force sociale générale. Ce qui sera au cœur de ce combat c'est le projet de changement global et de réorganisation du système, et ce projet de changement représente la vision commune des acteurs du mouvement. Touraine différencie ainsi action collective et mouvement social, sur base de la recherche d'une orientation générale de la société⁸⁰.

Dans la société industrielle, le mouvement ouvrier a été le mouvement social central. Il y avait une forte identité, autour d'une conscience de classe ouvrière, qui pouvait conduire à une mobilisation collective. À l'époque, il n'y avait pas une comparaison permanente entre les ouvriers qui pouvait conduire aux frustrations pour nuire une mobilisation collective⁸¹. Le mouvement ouvrier représente un mouvement social majeur, qui a participé à la

⁷⁸ LEBEL, P. (2013). Alain Touraine - Des mouvements sociaux à l'acteur, *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines*, n°3, p. 25.

⁷⁹ VAILLANCOURT, J. (1991). Mouvement ouvrier et nouveau mouvement sociaux : l'approche d'Alain Touraine. *Cahier de recherche sociologique*, n°17, p.4-11.

⁸⁰ VAILLANCOURT, J. (1991), *op.cit*, p.4-11.

⁸¹ DUBET, F. (2019). *Le temps des passions tristes : inégalités et populisme*. Paris : Seuil, p22-23.

transformation de la société à travers le conflit, mais aussi la négociation et la coopération avec l'adversaire⁸².

3.2. Régimes des inégalités

D'après François Dubet, le régime des inégalités, à la fois multipliées et individualisées, constitue un élément central dans l'analyse d'un nouveau mouvement social. La transformation de la nature des inégalités et l'expérience permettent d'agir ou de ne pas agir contre les injustices que les individus vivent. Pour l'auteur, il ne faut pas s'intéresser seulement à l'amplitude des inégalités, mais aussi à la nature et à l'allure dont elles sont vécues. Ce qui l'interpelle n'est pas le fait que les inégalités se soient approfondies, mais plutôt qu'elles aient changé de nature⁸³.

3.2.1 Les inégalités de nature

Jusqu'à la veille de la Révolution française le régime des inégalités sociales était caractérisé par des inégalités sociales indexées sur les acteurs que l'on considère eux-mêmes comme étant inégaux. Dans l'Ancien Régime, les positions sociales étaient attribuées dès la naissance, et de manière définitive. On naissait paysan ou noble, libre ou esclave. L'ordre social était considéré comme voulu par Dieu, et tout conflit social remettait en question cet ordre divin⁸⁴.

Ordres et castes

Les sociétés traditionnelles ou pré-capitalistes ont été définies comme des sociétés de castes ou des sociétés d'Ordres, c'est-à-dire des sociétés qui ne partageaient pas le principe d'égalité naturelle commune, et dans lesquelles les individus ne pouvaient quitter leur groupe de naissance. Ces sociétés sont donc naturellement inégalitaires, les inégalités étant considérées comme l'ordre naturel des choses, voulu par les dieux. L'ordre divin explique ainsi l'ordre social et le justifie, et la critique des inégalités passe par la critique religieuse⁸⁵.

Les castes sont des groupes sociaux héréditaires, hiérarchisés et fermés, imposant à leurs membres des manières de vivre, des croyances, des interdits et des normes spécifiques. La

⁸² VAILLANCOURT, J. (1991). Idem, p4-11.

⁸³ DUBET, F. (2019). Idem, p.7-11.

⁸⁴ DUBET, F. (2019), *op.cit*, p.12.

⁸⁵ DUBET, F. (2015). Régimes d'inégalité et injustices sociales. *Sociologies*, p.3.

notion de « *pureté* » est omniprésente ; ainsi les contacts physiques ou les repas en commun sont interdits entre membres de castes différentes.

Quant aux ordres, ils se réfèrent à des groupes sociaux juridiquement définis, eux aussi principalement héréditaires, et à qui sont attribués certains droits, fonctions ou prestige⁸⁶.

Certaines logiques de castes et d'Ordres continuent à subsister au cœur de nos démocraties modernes ; à travers notamment la hiérarchie des activités, professions et métiers considérés comme dignes/indignes, purs/impurs, « *genrés* » et racialisés. Les inégalités de genre sont ainsi pensées comme des postulats théologiques dans de nombreuses sociétés. L'inégalité sociale est encore pensée comme une inégalité de nature⁸⁷.

3.2.2 Les inégalités de classes

Régime des classes

Une des conséquences des révolutions industrielles a été l'instauration d'un nouveau régime d'inégalités ; celui des classes sociales, en même temps que d'un nouveau type d'économie et d'un nouveau mode de production. Le régime des classes sociales se construit autour de l'émergence d'une classe ouvrière paupérisée et d'une classe d'industriels capitalistes. La position dans la division du travail remplace ainsi le rang dû à la naissance. Les inégalités demeurent très fortes, alors que le cadre politique et moral affirme l'égalité de tous. Les hommes, qui sont déclarés égaux, sont dans des classes sociales inégales, en fonction de leur position dans les rapports de production. Celle-ci va déterminer leurs revenus, leur mode de vie, leur apport à la culture, et leurs représentations sociales ; les paysans s'opposent ainsi aux propriétaires, les ouvriers aux patrons, ... Ceci va emmener une conscience de classe ; le sentiment d'appartenir à une classe, avec une identité propre. Le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière allait de pair avec le concept de la dignité du travail, de la vie collective, et de l'opposition à la classe dominante⁸⁸.

La notion de classe définit un régime d'inégalités. Ainsi, les classes sociales définissent un régime d'inégalités sociales succédant aux Ordres et aux classes de l'Ancien Régime.

⁸⁶ ECOSSIMO. Etude sociale des Sociétés Traditionnelles. Disponible sur <https://www.ecossimo.com/etude-sociale-des-societes-traditionnelles>. Consulté le 21/03/2021.

⁸⁷ DUBET, F. (2015). Régimes d'inégalité et injustices sociales. *Sociologies*, p.4.

⁸⁸ DUBET, F. (2015), *op.cit*, p.16-17.

Cependant, il demeure possible de changer de classe, alors qu'il n'est pas possible de changer de caste⁸⁹.

Combats pour l'égalité

Le régime des classes sociales a fini par structurer la représentation politique, construite autour des conflits de classe, c'est-à-dire autour de l'opposition entre les travailleurs et la bourgeoisie. Ainsi, la gauche et la droite sont censées représenter les classes et leurs intérêts ; les ouvriers étaient réputés voter à gauche (ce que, par ailleurs, ils étaient nombreux à faire) et les bourgeois à droite. La classe ouvrière a été portée par des mouvements sociaux et des syndicats luttant pour réduire les inégalités, instaurer les droits sociaux, l'Etat-providence et les services publics ; progressivement, sous l'effet des grèves et des mobilisations, les inégalités ont été progressivement réduites. Ainsi, l'identité de classe a donné une fierté aux ouvriers, une mémoire de combats collectifs, et des capacités de résistance. Les ouvriers savaient désigner leur adversaire : la figure du patron. Le projet était : puisque la richesse des uns est le fruit du travail des autres, alors il faut que les riches rendent une partie de la richesse à ceux qui l'ont produite : les travailleurs⁹⁰.

La lecture des inégalités se faisait à l'aune des inégalités de classes, au détriment d'autres inégalités⁹¹.

3.2.3 Régime des inégalités multiples

Aujourd'hui, les inégalités sociales sont toujours présentes mais se sont transformées et multipliées. On n'est plus dans un capitalisme industriel, le nombre d'ouvriers s'est réduit et celui des employés a augmenté. Les inégalités ne se structurent plus en fonction des classes sociales, elles s'individualisent et se multiplient en fonction de divers critères : l'activité professionnelle, l'âge, le sexe, les origines, les appartenances religieuses, les handicaps, etc.⁹².

Les inégalités se mesurent de multiples manières : selon le revenu, le patrimoine, la consommation, la santé, l'accès aux études, les pratiques culturelles et de loisirs, le temps consacré à la famille, la mobilité spatiale, sociale ou professionnelle, la sécurité et le risque d'être discriminé. Les situations sont très hétérogènes : « *Par exemple on peut être femme, cadre, noire ; on peut être étranger et pauvre, mais reconnu comme artiste ; on peut être un*

⁸⁹ DUBET, F. (2012). Classes sociales et description de la société. *Revue Française de Socio-Économie*, vol. 10, no. 2, p. 3-7.

⁹⁰ DUBET, F. (2019), *op.cit.*, p.19-21.

⁹¹ DUBET, F. (2019). *Idem*, p.31.

⁹² DUBET, F. (2019). *Ibidem*, p.31.

*patron relativement riche, mais dépourvu de prestige et de sécurité ; on peut être un paysan privé d'accès aux services publics, mais bénéficiant d'un environnement paisible écologiquement etc.*⁹³ »

A. Expérience des inégalités

Nous sommes progressivement passés d'un régime d'inégalités de classe à un régime des inégalités multiples et hétérogènes qui s'individualisent. L'expérience des inégalités sociales n'est plus collective mais individuelle. Les individus, confrontés à plusieurs registres d'inégalités, qui ne convergent pas toujours entre eux, se définissent comme étant égaux ou inégaux « *en tant que* », en fonction de leur situation, de leur identité, de leur parcours, de l'environnement dans lequel ils vivent⁹⁴.

Alors qu'auparavant on mesurait l'injustice sociale en termes d'écart entre les positions sociales (entre les riches et les pauvres, les patrons et les travailleurs), aujourd'hui les inégalités sont associées aux discriminations, qui représentent l'injustice. Et chacun peut se sentir plus ou moins discriminé⁹⁵.

B. Être inégaux « en tant que »

Les inégalités ne sont donc plus vécues au sein de classes sociales homogènes et dans des conditions de vie communes. Les individus jugent leur situation selon plusieurs critères selon lesquels ils se perçoivent comme plus ou moins défavorisés/discriminés. De même, en ce qui concerne leur travail, à part pour quelques emplois très mal payés et très pénibles, les individus portent dessus des jugements plus complexes et multiples : par exemple, « *mon travail n'est pas très bien payé, mais les horaires m'arrangent, car ils sont compatibles avec ma vie familiale. Il est intéressant, mais stressant et fatigant, sans compter qu'il affecte ma vie personnelle. Il n'est pas intéressant, mais assez bien payé quand je me compare à d'autres, surtout à ceux qui n'ont pas de travail. Mon travail me passionne, mais il est instable et précaire. Au contraire, il est routinier, mais rassurant et protégé.* »⁹⁶ Quoi qu'il en soit, on est rarement tout en haut ou tout en bas des critères d'évaluation des inégalités au travail. Certaines femmes trouvent leur travail acceptable parce qu'il est compatible avec

⁹³ DUBET, F. (2019). Ibidem, p.33.

⁹⁴ DUBET, F. (2019), *op.cit*, p.43.

⁹⁵ DUBET, F. (2019). Idem, p.47.

⁹⁶DUBET, F. (2019). Ibidem, p.48.

leurs contraintes familiales, mais d'autres femmes vivent ces contraintes familiales comme une inégalité et une injustice⁹⁷.

Les inégalités se vivent différemment selon le sexe, les revenus, les qualifications, les diplômes, le statut de l'emploi, le lieu de résidence, les âges et les générations. Par exemple, les personnes âgées de 50 à 59 ans ont plus peur face au chômage que les jeunes, alors que pourtant elles sont moins touchées par le chômage que les jeunes. Ici, l'inégalité portera sur les risques encourus plus que sur la situation sociale réelle. « *On est inégal « en tant que » : riche/pauvre ; salarié/patron ; stable/précaire ; homme/femme ; jeune/vieux ; mince/gros ; majorité sexuelle/minorité sexuelle ; blanc/non blanc ; centre/périphérie.* »⁹⁸

C. La comparaison au plus près

Les individus tendent à se comparer à ceux qui sont le plus près d'eux-mêmes, pas seulement aux plus pauvres ou aux plus riches. Par exemple, au sein des quartiers populaires, ils se comparent entre les immeubles et les cages d'escaliers, entre les groupes issus des diverses immigrations, entre les salariés et les bénéficiaires sociaux.

Ces comparaisons internes multiples expliquent peut-être pourquoi dans ces quartiers les gens ont du mal à se mobiliser et à se faire entendre collectivement. De même, dans le monde de l'entreprise, publique ou privée, les salariés ont des statuts différents ; en CDI, en CDD, vacataires, intérimaires, auto-entrepreneurs ; tous ont des salaires et des régimes de retraite différents. Tous peuvent se sentir privilégiés ou maltraités, alors qu'ils accomplissent le même travail. Mais cette frustration individuelle peine à se transformer en expérience et en action collective. En effet, il n'y a pas d'intérêts communs et des identités partagées qui surmontent ces frustrations. Les inégalités singulières subies ne sont pas perçues comme injustes aux yeux de tous et n'entraînent pas une participation à un mouvement social dans un cadre collectif. L'individualisation des inégalités multiplie les luttes, mais n'entraîne pas leur convergence⁹⁹.

D. Le modèle des chances

L'individualisation des inégalités est associée à l'égalité des chances, qui devient le modèle de la justice sociale. On considère que chacun doit avoir les mêmes chances, en fonction de son mérite. L'égalité des chances ne s'adresse donc plus aux classes sociales mais aux individus ; individus qui peuvent se sentir plus ou moins discriminés, non plus en fonction

⁹⁷ DUBET, F. (2019). Ibidem, p.48-49.

⁹⁸ DUBET, F. (2015), *op.cit*, p.6.

⁹⁹ DUBET, F. (2019), *op.cit*, p.50-54.

de leur position dans la division du travail mais en fonction de leur parcours, de leurs opportunités. On ne parle plus de classes sociales mais de « minorités » plus ou moins discriminées ; les « races », les cultures, les sexes, les handicaps divers. L'exploitation et la domination ne sont plus le fait d'une classe sociale sur une autre, mais sont le fait du racisme, du sexisme, du patriarcat...¹⁰⁰.

On ne cherche plus à réduire les inégalités de classes, mais à atteindre l'égalité des chances. On n'est plus exploité mais discriminé ; en fonction de son âge, de son origine, de son diplôme, de son milieu de vie ... On ne parle plus de la « bourgeoisie » et de la « classe ouvrière », mais des « riches » et des « pauvres »¹⁰¹.

Les inégalités de classe ont laissé la place à des inégalités multiples, hétérogènes, individualisées, et donc mal vécues. Les transformations du capitalisme ont brisé le rapport de classes « direct » entre les ouvriers et les patrons¹⁰².

E. Colères et indignations

Partout, les mouvements de gauche, longtemps identifiés comme à la pointe du combat pour l'égalité, sont en perte de vitesse. La colère et l'indignation contre les inégalités ne débouchent sur aucun mouvement organisé, ni sur aucun programme. Aujourd'hui, chacun peut s'exprimer sur Internet et témoigner de son expérience personnelle. La capacité de dire publiquement ses émotions et ses opinions fait de chacun de nous un militant de sa propre cause, un quasi-mouvement social, puisqu'il n'est plus nécessaire de s'associer à d'autres et de s'organiser pour accéder à l'espace public. Cette expression directe des émotions, en l'absence de médiation, emmène, lors de chaque expérience un tant soi peu désagréable, à se laisser aller à la haine, au racisme, aux rumeurs, etc. Cette capacité fait de chacun un militant de sa propre cause, et il n'est plus nécessaire de s'associer à d'autres pour s'organiser et prendre la parole en public. Chacun peut se laisser aller à exprimer sa frustration, sa haine ou sa colère, seul devant son écran. Ces dénonciations sont souvent sans conséquence, elles sont immédiates et ponctuelles, de l'ordre du défoulement, ne sont pas encadrées par une action collective ou une prise de parole publique collective.¹⁰³

¹⁰⁰ DUBET, F. (2015), *op.cit*, p.17.

¹⁰¹ DUBET, F. (2012), *op.cit*, p.3-7.

¹⁰² DUBET, F. (2015). *Idem*, p.17.

¹⁰³ DUBET, F. (2019), *op.cit*, p.71.

F. Le sentiment de paranoïa

Il y a une frustration et un sentiment d'injustice, mais sans désigner des adversaires. La figure de l'adversaire traditionnelle était celle du bourgeois, du capitaliste, du patron, contre qui il était possible de retourner sa colère. Et comme il n'y a plus de conflit, il n'y a plus de mobilisations ou de luttes. Le conflit avec le patron supposait de plus qu'on rentre en négociation avec lui, sur la base d'intérêts communs ; la production, le développement économique, le progrès technique, la cohésion sociale, etc. Le sentiment d'inégalité a du mal à saisir un adversaire, et quand la tension devient trop forte, on balance vers la paranoïa, qui voit de la domination partout, et vers la violence.¹⁰⁴

G. Le mépris et le respect

L'individualisation des inégalités mène à des sentiments de honte, d'humiliation, de colère et de résignation. Le sentiment d'être méprisé est omniprésent. Il y a une impression constante de « petites » inégalités ; à travers des mots, des gestes, des regards, qui mettent en cause la dignité et la valeur des personnes qui se sentent méprisées et enfermées dans des clichés dégradants. Mais le mépris fonctionne comme une chaîne dans laquelle tout le monde peut être tour à tour méprisé ou méprisant ; ainsi les profs se sentent méprisés par leur hiérarchie, et par les parents, mais les élèves se sentent méprisés par les profs ; les policiers se sentent méprisés par certains jeunes de cité, et ces mêmes jeunes se sentent méprisés par les policiers, etc. Le mépris devient une sorte de mesure générale du sentiment d'injustice. Le sentiment de l'honneur et de sa propre dignité, et le sentiment d'être inégaux dans l'honneur et dans la dignité deviennent beaucoup plus importants que la seule inégalité économique. La perception des inégalités en termes de discriminations se réfère à la singularité de chaque individu. Les individus ne peuvent pas s'appuyer sur une culture de classe, sur une dignité collective ; le mépris est ressenti d'autant plus violemment, et se mêle à la honte¹⁰⁵.

3.3. Conclusion

Auparavant, les syndicats et partis politiques transformaient les colères, souffrances, et indignations en revendications de classes et actions collectives de classes. Le vieux mécanisme qui consistait à transformer des inégalités de classe, les revendications de classes par le biais des syndicats et des partis politiques, a complètement explosé plus particulièrement en France.

¹⁰⁴ DUBET, F. (2019). *Idem*, p.75.

¹⁰⁵ DUBET, F. (2019), *op.cit*, p.59.

Contrairement à la France, en Belgique les corps intermédiaires entre l'Etat et les citoyens jouent un rôle important. La Belgique, face à ses diverses appartenances, a dû fonctionner en mettant en place un équilibre dans tous les domaines publics ; le fameux « compromis à la belge » qui vise à résoudre pacifiquement les tensions par la négociation sociale. Cette recherche de compromis s'est aussi développée dans les relations collectives de travail. Le modèle belge de concertation sociale adopté en 1944 en témoigne. Les organisations représentatives du monde du travail (syndicales et patronales) se reconnaissent mutuellement. Les syndicats reconnaissent les règles de fonctionnement de l'économie de marché, et les employeurs reconnaissent les syndicats. En Belgique, la négociation collective est donc centrale dans toute décision concernant les salaires, les conditions de travail et la redistribution des revenus.¹⁰⁶ Mais aujourd'hui on a ce sentiment de jalousie, de comparaison entre les proches. Aujourd'hui, il y a une individualisation des colères, il n'y a plus d'adversaire social, et chacun est son propre porte-parole. Ces additions de colère individualisées ne parviennent pas à porter une demande politique organisée. Les organisations syndicales ne parviennent plus à canaliser les colères et à fabriquer quelque chose de collectif, dans lequel les personnes se reconnaissent et se sentent représentées. Le ressentiment, la frustration, et parfois la haine des autres prennent de l'ampleur. Les indignations ne se transforment pas en mouvements sociaux et en programmes politiques.¹⁰⁷ Le mouvement des Gilets jaunes a mis à jour les dysfonctionnements sociaux, politiques et économiques, fruits de quarante ans de gestion politique néolibérale en Europe. Ces dysfonctionnements se sont multipliés suite au crash bancaire de 2008, qui a représenté une opportunité d'exploitation des classes laborieuses. Les Gilets jaunes refusent de basculer dans la misère. Ils ont fait preuve de beaucoup de courage et ont subi des outrages, tant des médias officiels que du pouvoir politique et des intellectuels médiatisés. Mais que ce soit en France ou en Belgique, ils ont engendré une re-politisation des débats, dans un contexte de planification économique autoritaire européenne, ce qui représente un exploit.¹⁰⁸

¹⁰⁶ FUSULIER, B. (2006). La négociation sociale. *Négociations*, 2(2), p.1.

¹⁰⁷ DUBET, F. (2019), *op.cit*, p.12-13.

¹⁰⁸ GOBIN, C. (2019). Gilets jaunes : le retour de la démocratie ? *Politique*, n°108, p.87-90.

CHAPITRE 2 : Partie empirique

Cette partie abordera la construction des outils nécessaires à la récolte, l'observation et l'analyse des données. Je présenterai une démarche méthodologique détaillée. Dans ma démarche de recueil de données, je détaillerai les Gilets jaunes sélectionnés pour mener l'étude, et décrirai le déroulement des entretiens. Enfin, je passerai à l'analyse des données, une étape qui va m'amener à tirer une conclusion, ou à élaborer une hypothèse, car mon mémoire a une vocation exploratoire. L'exploration du terrain au travers des entretiens, ainsi que la revue de la littérature vont m'aider à construire une hypothèse. L'objectif est de creuser pour voir s'il n'y a pas d'autres éléments non traités par la revue de la littérature, mais également si les réponses correspondent à des cadres théoriques existants.

1. Choix méthodologique

1.1. La méthode de récolte des données

« Les avantages d'une collecte de données qualitatives bien menée résident précisément dans la richesse des données collectées et la compréhension plus en profondeur du problème étudié. Elles visent non seulement à décrire, mais aussi à aider à obtenir des explications plus significatives sur un phénomène. »

*Les Méthodes de Recherches Qualitatives couvrent une série de techniques de collecte et d'analyse de données et visent à comprendre les expériences personnelles et à expliquer certains phénomènes sociaux. »*¹⁰⁹

1.1.1 Approche qualitative

Pour mener à bien ce travail de recherche, j'ai mis en place une méthodologie et mon choix s'est porté sur l'approche qualitative, qui utilisera des entretiens en profondeur.

Il faut souligner qu'une démarche de recherche qualitative trouve du sens lorsqu'elle montre et analyse les intentions, les discours, les actions et interactions des acteurs, de leur point de vue et du point de vue du chercheur¹¹⁰.

¹⁰⁹ KOHN, L. CHRISTIAENS, W. (2014). Les méthodes de recherches qualitatives dans la recherche en soins de santé : apports et croyances. *Reflets et perspectives de la vie économique*, 4(4), p.69

¹¹⁰ DUMEZ, H. (2016). *Méthodologie de la recherche qualitative*. Vuibert, p.13

Mon travail repose sur le questionnement autour du mouvement des Gilets jaunes en Belgique en tant que mouvement social. Pour comprendre un mouvement social, j'ai analysé les concepts définis par différents auteurs. Et dans cette étude exploratoire, je souhaite mieux comprendre la problématique en discutant avec des Gilets jaunes en tant qu'experts de leurs propres vécus, s'étant approprié le sujet et pouvant rendre compte de leurs motivations, leurs revendications et les freins qu'ils ont rencontrés.

L'approche qualitative me paraît la plus pertinente car elle permet de décrire la manière dont les gens se sont impliqués dans le mouvement des Gilets jaunes et comment ils réfléchissent eux-mêmes à leur implication. Les entretiens individuels en face à face ont été privilégiés, afin de laisser une plus grande liberté de parole au répondant.

1.1.2 Entretien semi-directif

Il s'agit, au-delà de l'étude des faits, de comprendre l'individu, sa façon de voir le monde, ses croyances, ses objectifs. L'entretien est donc un outil fondamental pour ce faire et permet une compréhension plus riche et nuancée.¹¹¹

L'entretien semi-directif permet, d'une part, à l'interviewé de structurer lui-même sa pensée, et, d'autre part, permet de définir l'objet d'étude et d'approfondir certains points qu'il n'aurait pas explicités lui-même.¹¹²

En ce qui concerne mon travail, à travers cette méthode, les Gilets jaunes ont eu l'occasion de répondre librement et de donner leur point de vue sur des questions ouvertes. L'entretien est structuré grâce à des questions qui avaient été préparées à l'avance. Néanmoins, pour approfondir ma question de recherche et comprendre la problématique, je peux poser d'autres sous-questions, en fonction des réponses reçues, ou si la personne se braque et qu'elle ne sait plus répondre.

1.1.3 Description de l'échantillon et champ d'analyse

Dans une recherche en sciences sociales, il convient de circonscrire les analyses empiriques dans l'espace géographique et social et dans le temps¹¹³, et il est indispensable, pour

¹¹¹ RUQUOY D., DE SAINT-GEORGES P., ALBARELLO L. (1995). *Pratiques et méthodes de recherche en sciences sociales*, Armand Colin, Coll. "Cursus", p.59

¹¹² RUQUOY D., DE SAINT-GEORGES P., ALBARELLO L. (1995). *Idem*, p.61

¹¹³ VAN CAMPENHOUDT, L. MARQUET, J. QUIVY, R. (2017). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod, (Psycho général), p.202

connaître les tendances présentes dans une population, d'examiner les opinions d'un échantillon d'individus qui la composent.¹¹⁴

C'est ainsi que cette partie est consacrée à une brève présentation des hommes et des femmes rencontrés, avec une attention particulière sur leur parcours professionnel, scolaire, leur âge, leur condition socio-économique, leur situation familiale, leur genre et l'endroit où ils habitent. Ces critères vont me permettre d'avoir des grandes chances de recueillir les réactions les plus variées et les plus contrastées.

A cette fin, j'ai rencontré une population composée de sept personnes ayant participé aux manifestations et aux actions des Gilets jaunes en Belgique. Il s'agit d'une femme au chômage, d'un pensionné, d'un indépendant, d'un travailleur, d'une personne invalide, d'un ouvrier et d'un fonctionnaire. Tous habitent soit la région bruxelloise, soit la région wallonne. Le plus âgé a 62 ans et le moins âgé a 38 ans. Ces personnes ont participé à plusieurs actions et à plusieurs réunions dans différents endroits. La prise de contact a été facilitée par un professeur de l'ULB qui les connaissait parce qu'il les a rencontrés sur le terrain.

Dans cette démarche inductive, je vais recueillir les réponses des Gilets jaunes choisis et considérer que les analyses sont valides pour l'ensemble des Gilets jaunes de Belgique.

En effet, les démarches inductives permettent de générer des théorisations ou des modélisations, à partir de l'observation empirique de situations.¹¹⁵

1.1.4 Guide d'entretien

Le guide d'entretien¹¹⁶ a été élaboré en m'appuyant sur les concepts définis dans la partie théorique. En relisant la partie théorique, j'ai décelé ce que je voulais vérifier à travers cette étude, en établissant une liste d'informations dont j'aurai besoin pour pouvoir répondre à ma question de recherche. Il est composé de dix-sept questions ouvertes ainsi que de sous-questions, dans le but, le cas échéant, de réorienter la personne ou de l'inciter à répondre suffisamment. J'ai évité les questions longues et j'ai privilégié les questions précises et claires.

¹¹⁴ Idem, p.209

¹¹⁵ DENIS, J. GUILLEMETTE, F. LUCKERHOFF, J. (2019). Introduction : les approches inductives dans la collecte et l'analyse des données. *Approches inductives*, p.3

¹¹⁶ Le guide d'entretien se trouve en annexe

« *Le guide d'entretien se distingue du protocole du questionnaire. Il énonce les thèmes à aborder dans le but d'intervenir de manière pertinente pour amener l'interviewé à approfondir sa pensée ou explorer une question nouvelle dont il ne parle pas spontanément.* »¹¹⁷

1.1.5 Déroulement des entretiens

Après avoir réalisé le choix de mon échantillon, il s'agit de prendre contact avec les personnes que je souhaite interroger. Je sais que les personnes contactées seront peut-être réticentes, et je m'attends à certains refus, ce qui implique que je dois prévoir une réserve de personnes lors de la constitution de l'échantillonnage. De même, je sais que certaines acceptations seront purement formelles au début, et que je devrai établir une communication franche, pour avoir des informations de qualité.¹¹⁸

Les Gilets Jaunes sélectionnés ont été informés des modalités de la recherche. Une information leur a été communiquée sur le cadre du mémoire de fin d'études, mais également sur la préparation à l'entretien, le déroulement, la durée, l'enregistrement et la retranscription. Ils ont également été avertis de leur droit de refuser ou d'interrompre l'entretien. J'ai garanti la confidentialité des propos tenus et le respect de l'anonymat des personnes par l'utilisation de prénoms d'emprunt.

J'ai expliqué pourquoi les personnes avaient été choisies, et à quoi ce travail allait servir. J'ai essayé de les mettre à l'aise, leur ai montré que j'étais intéressée par leurs réponses, et leur ai fait comprendre que leurs idées étaient très importantes.

J'ai porté une grande attention aux conditions dans lesquelles se déroulaient les entretiens. Les rendez-vous ont été pris à l'avance selon les jours, les heures et les lieux qui nous arrangent tous.

Les entretiens ont duré entre cinquante minutes et une heure vingt pour le plus long. Les entretiens se sont déroulés du 02/04/2021 au 25/04/2021.

Tous les entretiens se sont bien déroulés en général. J'ai clôturé en demandant à la personne si pour elle il y aurait quelque chose à évoquer qui a été omise. J'ai recueilli les sentiments

¹¹⁷ RUQUOY D., DE SAINT-GEORGES P., ALBARELLO L. (1995). *Pratiques et méthodes de recherche en sciences sociales*, Armand Colin, Coll. "Cursus", p.77

¹¹⁸ RUQUOY D., DE SAINT-GEORGES P., ALBARELLO L. (1995). *Idem*, p.73

de la personne en rapport avec le déroulement de l'entretien, afin de savoir si l'entretien l'a intéressée ou l'a stressée. J'ai cherché à amener la personne à parler ouvertement, avec ses mots à elle, et dans l'ordre des questions qui lui convienne. Toutes les personnes interrogées étaient satisfaites de l'entretien, et désiraient continuer à parler pour se décharger. En effet, ces personnes n'ont pas ou peu connu de gens qui leur ont tendu le micro pour les écouter.

1.1.6 Les limites et les difficultés rencontrées

Premièrement, j'ai rencontré des difficultés à trouver des Gilets jaunes qui acceptent un entretien. A chaque fois que je m'adressais à eux à travers leur page Facebook, ils ne se manifestaient pas. J'ai dû passer par une personne intermédiaire et, avec sa recommandation, j'ai pu avoir un contact téléphonique.

La deuxième difficulté a été de convaincre ces Gilets jaunes de fixer un rendez-vous pour un entretien. Ils étaient réticents, et manifestaient un manque de confiance envers moi. Certains ont annulé le RDV pris sans explication, et d'autres, si je les contactais pour en fixer, ne décrochaient plus le téléphone. Pour d'autres encore, je parvenais à avoir un RDV si j'acceptais d'aller faire des occupations de lieux ensemble. Trouver les lieux ou les locaux dans lesquels réaliser l'entretien fut aussi très compliqué, en vue de la situation sanitaire qui a engendré la fermeture de plusieurs endroits propices.

Troisièmement, en écoutant les témoignages, certains propos m'ont fait plonger dans leurs quotidiens. J'ai été touchée par les récits, et c'était difficile de prendre du recul et de gérer ma posture et mes gestes faciaux.

Enfin, la personne interrogée a profité de l'occasion qui lui était donnée pour parler librement et largement de tout, même de ce qui était jugé non intéressant. Bien que ces détours aient parfois mené à des informations pertinentes, il n'a pas toujours été simple de ramener la personne sur le sujet.

2. Analyse des données

Il s'agit de constater si les informations recueillies correspondent bien aux hypothèses, le premier objectif de cette phase d'analyse sera donc la vérification empirique.¹¹⁹

¹¹⁹ VAN CAMPENHOUDT, L. MARQUET, J. QUIVY, R (2017), *op.cit*, p.266

2.1. Retranscription des entretiens

Je suis passée à l'étape de retranscription des entretiens. Je les ai relus à différentes reprises, tout en les réécoutant en même temps. Cette étape m'a permis de me replonger dans l'entretien et aussi de souligner les éléments clés dans leurs réponses, qui allaient m'aider à analyser et à dégager une hypothèse. Elle m'a également rassurée que j'avais bien compris tous leurs propos et que je n'avais rien omis. La transcription des entretiens m'a permis de découvrir des réponses inattendues et a facilité l'étape d'analyse des données.

2.2. Bref portrait des personnes interviewées

Pour garder l'anonymat, les prénoms de ces Gilets jaunes sont empruntés

Alexis

Alexis de Wavre a 62 ans et il est célibataire. Il a suivi une formation dans le jardinage en tant qu'ouvrier. Il a travaillé 22 ans dans un grand magasin car il n'a pas trouvé de boulot directement en sortant de l'école. Il faisait les commandes des marchandises. Il est aussi très proche du milieu agricole, car il a travaillé dès l'âge de 9 ans et jusqu'à 20 ans dans des fermes, en dépannant les gens qui étaient malades. Bientôt il sera pensionné. Il n'est pas affilié aux partis politiques et il n'est plus syndiqué car il a été déçu. Pour lui, les partis politiques se concertent pour partager la misère, et les syndicats quand il faut bouger ne bougent pas, pour ne pas perdre les subsides de l'Etat. Il est devenu un Gilet jaune car il en a marre de ce qui se passe en Belgique. « *À chaque élection fédérale, on vous dit social et on ne fait rien du tout et rien ne change de ma situation* ». Il veut surtout le référendum des citoyens, le RIC, qu'on demande l'avis au peuple.

Un jour, il s'est promené dans sa région, il a vu des gens qui avaient un gilet jaune et il est devenu curieux. Par après, il a appris que son neveu était occupé à faire des manifestations en France, il s'est dit « *je dois rejoindre les autres* ».

Il était dedans, à l'époque il gueulait « *démission Charles M* », il a fait les banderoles sur les autoroutes partout. Pendant la campagne électorale, il a été arrêté par la police car il taguait les hommes politiques. Son problème est qu'il travaille avec un service coupé, donc il ne participait pas tous les jours aux actions. Il a participé à des réunions à Liège, à Charleroi, il a manifesté aussi à Bruxelles et à Namur plusieurs fois.

Il n'a pas compris pourquoi le gouvernement a pris les méthodes du président Macron en France, qui consistent à envoyer la police encercler et emprisonner les gens alors qu'ils manifestent calmement. Ce qui le touche, c'est la solidarité au sein du mouvement. Il a

encore des amis sur Facebook, ils se voient de temps en temps pour prendre une bière et discuter ensemble.

Yves

Yves de Verviers a 50 ans et possède un diplôme d'humanités supérieures. Il a suivi diverses formations pour trouver du boulot. Il a été éducateur, vendeur dans les alarmes, et il a travaillé dans une mutualité pendant 10 ans. Il y avait des moments où il était au chômage ; aujourd'hui il travaille à la Province comme homme d'entretien et ouvrier polyvalent avec un contrat mi-temps ; pour le reste, il est indépendant. Il est en couple et père de 3 enfants. Il a appris l'existence du mouvement par le journal télévisé et il en a fait partie dès le début, car les journaux en parlaient beaucoup à l'époque. Il veut vivre et non survivre. Sa principale revendication est que le citoyen doit réécrire la constitution entièrement. Il réclame aussi la justice sociale et fiscale. Il a horreur des partis politiques et dénonce la corruption des syndicats. Il trouve que les médias ne sont pas indépendants car politisés, ils transforment les informations données par les Gilets jaunes. La répression policière a essayé de faire peur aux gens, mais il est content que le mouvement ne se soit pas éteint définitivement.

Il a participé aux actions presque tous les jours, par exemple celles pour bloquer certains ronds-points, distribuer des tracts le long des routes, participer à des manifestations à Bruxelles, Charleroi, Namur, Mons. Il a été touché par l'organisation au sein du mouvement, où les gens venaient chacun avec de la soupe, des tartines, des frites, des biscuits et des boissons pour partager. Aujourd'hui, il est en contact avec les Gilets jaunes de Bruxelles, de Charleroi, de Namur et continue à réfléchir sur l'avenir du mouvement.

Jean

Jean de Tournai a 47 ans, il est en couple et a trois enfants. En ce qui concerne son parcours scolaire, il a été élevé dans le monde de la banque, ce qui est un peu particulier pour un Gilet jaune. Ensuite, il a fait sciences-éco à l'université, avec une licence en marketing. Son père a travaillé 35 ans dans le secteur bancaire. Ça fait 20 ans que lui-même travaille dans le milieu de la finance et de l'assurance. À présent, il est indépendant depuis une dizaine d'années. Bref, il est économiste, anti-capitaliste et Gilet jaune. Il est artisan mais pas apolitique. Ce qu'il faut savoir c'est qu'il n'est pas doué en informatique et il est anti-Facebook à la base. Un jour, un ami lui a dit qu'ils avaient créé un groupe de Gilets jaunes sur Facebook. Pour y aller, il a dû se forcer à s'inscrire, car le début du mouvement a été annoncé sur le réseau social. Il allait aux manifestations, en général toutes les deux semaines, car il a une famille.

Il lutte contre un système économique dont les bases sont l'individualisme et la réussite personnelle. Mais il n'a aucune revendication et n'attend rien de la part de nos dirigeants.

Il a fait beaucoup d'actions en Belgique : avec d'autres, il a mis des banderoles sur les ponts, il a fait des blocages d'entreprises et sur les autoroutes, il a aidé des SDF et a accompagné d'autres mouvements contestataires, etc. Mais il a été déçu et choqué par les violences policières et le traitement des médias qui détournaient leur parole. Il est en dehors de la politique car il estime que les partis politiques sont des lobbyings. Il trouve que les syndicats sont récupérés et ne représentent plus aucun contre-pouvoir.

Aujourd'hui, il a gardé des liens proches avec certains, ils s'entraident et sont solidaires. Etant courtier en assurance, il ne peut pas trop se plaindre, mais il se bat pour le peuple.

Barbe jaune

Il se rend compte que dans le pays où nous sommes, parfois il faut un peu de prudence et donc tout élément personnel n'est pas le bienvenu à mettre sur la table. Barbe est un citoyen bruxellois de 52 ans, en couple et père de 4 enfants. Il vit une vie tout à fait banale comme beaucoup de gens. Il se réclame démocrate et constate que nous vivons dans une participatie et il n'est pas favorable aux partis politiques.

En ce qui concerne les syndicats, il trouve que le syndicalisme reste muet quand il est question de défendre démocratiquement le citoyen. Il travaille dans une boîte comme employé administratif ou polyvalent. Il a appris le mouvement des Gilets jaunes en faisant une sortie un peu spontanée, brusque, il s'est retrouvé avec des gens, et parmi eux il y en avait un qui avait participé à la manifestation des Gilets jaunes en France. Ils ont discuté, et très vite sont nées des affinités passionnantes. Ils se sont fait inscrire sur le groupe des Gilets jaunes en Belgique actif sur Facebook. Il juge que ce qu'il a fait personnellement est moins intéressant, mais collectivement il a participé à l'ouverture de débats grâce à leurs actions. Il revendique la justice sociale, fiscale, salariale et la démocratie participative. Il a participé à plusieurs manifestations et il a sensibilisé les gens dans les rues. Il était parmi ceux qui étaient toujours présents sur le terrain.

Il désapprouve la violence policière envers les gens pacifiques, et aussi certains médias politisés qui sont là pour casser le mouvement. Il affirme que les manifestations sont importantes, dans la mesure où, depuis 150 ans, beaucoup de droits ont été acquis suite à des grèves et des manifestations. Aujourd'hui, il continue à bosser pour le mouvement.

Milat

Milat de Liège a 51 ans, il est en couple et père de 3 filles. Il a toujours travaillé, et il a fondé un foyer et acheté une maison. Il a travaillé en tant que peintre industriel, puis transporteur indépendant, aujourd'hui il est reconnu invalide car il n'a pas une bonne santé. Il n'a pas fait de hautes études car il était malade. A 14 ans, on a découvert qu'il avait un anévrisme artériel cervical gauche, aujourd'hui thrombosé. Il est dans les GJ depuis le 20/11/2019, a participé à plusieurs blocages et aux manifestations. Il a été opéré et, sorti de l'hôpital le 10/11/2019, il était sur le rond-point pour participer à une manifestation dès le 20/11/2019. Il se réclame être un Gilet jaune actif et déterminé. Il revendique la hausse du panier de la ménagère par l'augmentation des salaires, et la diminution des taxes sur les produits de première nécessité. Il a connu le mouvement à travers les voisins, qui ont participé au 1^{er} blocage de la raffinerie de Feluy. Il est apolitique et manifeste de la méfiance envers les syndicats, même s'il est syndiqué : les politiciens sont corrompus et les syndicats ne font pas ce qu'ils devraient faire pour le citoyen. Il dénonce la répression policière envers le mouvement des Gilets jaunes, les enfants, les jeunes, les mamans qui sont maltraités par la police, alors que c'est cette police qui est habilitée à défendre les citoyens et non pas à violer les lois.

Mais il apprécie que certains Gilets jaunes soient restés actifs et ont gardé des liens d'amitié. Ils communiquent entre eux au téléphone, ils mangent ensemble parfois, et il trouve que tous les citoyens sont devenus des Gilets jaunes.

Cécile

Cécile de Mons a 38 ans et est séparée de son compagnon. Elle a 2 enfants. Elle ne vient pas d'une famille qui a de l'argent, car son père est un camionneur et sa mère a été une femme au foyer. Elle a fait des études de bachelier assistante sociale en horaire décalé à Charleroi, mais n'a pas pu terminer parce qu'il fallait qu'elle travaille pour subvenir à ses besoins. Aujourd'hui, elle travaille dans un café de village qui a fermé : elle se retrouve au chômage technique à cause du Covid. C'est un peu compliqué pour elle, dit-elle. Sa principale revendication est le référendum d'initiative citoyenne, qui permet d'abroger ou de proposer une loi. Elle réclame également la justice dans tout.

Comme le mouvement des Gilets jaunes en Belgique a complètement explosé à partir du blocage d'une raffinerie d'essence à Feluy, tout d'un coup, elle a eu une intuition, se disant qu'il fallait qu'elle y aille. Elle a participé à plusieurs blocages, entre autres le blocage du zoning industriel qui a fini en occupation. Son groupe était très déterminé : ils ont construit une cabane sur le rond-point qui est restée au moins 5 à 6 mois. Elle déplore le

comportement des policiers, des médias, ainsi que des syndicats. Un jour, pendant les affrontements avec la police, elle a été bousculée et a fini par tomber à terre. Elle n'appartient à aucun parti politique, mais elle regrette qu'elle soit syndiquée. Elle a été impressionnée par la solidarité des gens et l'organisation au sein du mouvement, qui est devenu une grande famille. Les gens venaient discuter avec les Gilets jaunes en apportant à manger, des gaufres, des boissons. Aujourd'hui, elle reste dans des petits groupes d'affinité avec certains Gilets jaunes qui sont devenus comme une famille.

Léonidas

Léonidas de Charleroi a 47 ans, il est divorcé et père de 2 enfants. Il a commencé à travailler à 16 ans, car ses parents n'avaient pas assez de moyens pour payer ses études. Il a évolué dans la menuiserie, où son père travaillait, et c'est lui qui lui a appris ce métier. Dans d'autres branches, il était le dernier. Aujourd'hui, il est livreur de béton en camion. Pendant sa jeunesse, il a fait du scoutisme et s'est occupé de jeunes jusqu'à l'âge de 30 ans. Il est passé dans toutes les fédérations, même internationales, au niveau scout, ce qui lui a appris beaucoup dans sa jeunesse, tandis que le métier de chauffeur lui a permis de visiter beaucoup de pays dans lesquels il a fait de nombreuses connaissances. Dans le temps, il avait été licencié quelques années d'une boîte dans laquelle il avait travaillé pendant 10 ans. On l'avait licencié parce qu'il n'avait pas voulu signer un papier qui était illégal. Il s'est fait virer pour faute grave. Il est allé voir l'ONEM, mais on lui a dit que son patron l'avait licencié légalement. Il a connu le mouvement des Gilets jaunes par un ami habitant à Bruxelles. Pour lui, il faut un autre système de gouvernance. Il revendique aussi la justice fiscale, environnementale et sociale. Le 8/12/2018, il s'est fait contrôler parce qu'il avait un gilet jaune dans son sac. Il a été embarqué et a fait quelques heures de prison, ce qu'il n'a pas compris. Il a fait des manifestations tous les weekends, un peu partout en Belgique et même au-delà, à Mons, Charleroi, Namur, Liège, Tournai et Lille. En Belgique, il a fait plusieurs fois des gardes à vue parce qu'il était présent aux manifs. Il a participé aux débats au Parlement Wallon, en présence des ministres et des députés, et à des réunions syndicales où il prenait souvent la parole.

Il n'a jamais été politisé car il juge que les partis politiques en Belgique ne constituent pas une démocratie. Il estime qu'il n'est représenté par aucun syndicat.

Il déplore également les relations entre les Gilets jaunes et les médias qui sont très mauvaises, sauf avec les petits médias. Lui, il a demandé plusieurs fois la parole à la RTBF ou à RTL, mais il n'a jamais eu le micro parce que les médias sont politisés. Il regrette la répression policière et pense aux gens qui ont perdu leur travail, leur famille, la vie, à ceux

qui ont eu des perquisitions, des contrôles fiscaux, des amendes suite à des manifestations. Dans le mouvement des Gilets jaunes, il a fait connaissance avec des gens qui sont devenus de vrais amis. En effet, quand il y a un problème, il apporte une aide ou parfois se fait aider. Il a fait sortir quatre personnes de la prison en allant témoigner.

2.3. Analyse des entretiens

Je vais ici mettre en avant certains passages des entretiens, les mettre en parallèle avec certains concepts théoriques, et les comparer en termes de convergences ou de divergences.

A. Les inégalités multiples.

Les inégalités à notre époque se mesurent de plusieurs manières : en termes de revenu, de statut de l'emploi, de patrimoine, de consommation, de santé, d'accès aux études, de pratiques culturelles et de loisirs, de temps consacré à sa famille, de mobilité spatiale, sociale ou professionnelle, d'âge et de génération, de sécurité et de risque d'être discriminé. On voit ainsi apparaître des inégalités entre riches/pauvres, salariés/patrons, stables/précaires, hommes/femmes, jeunes/vieux, minces/gros, majorité sexuelle/minorité sexuelle, blancs/non blancs, centres/périphéries, etc.¹²⁰

Ces propos de François Dubet sont confirmés dans les réponses des Gilets jaunes. Les inégalités sont vécues individuellement. J'en trouve l'illustration dans l'entretien d'Alexis. Celui-ci subit de l'inégalité au niveau des études et du statut de l'emploi.

« (...) alors que les anciens cadres de l'armée de colonel se tapent des 2500 euros/mois de pension avec des avantages. (...) car j'en ai marre de travailler avec une pension de misère de 1200/mois. Alors qu'il y a des gens qui ont 10mille/mois et qui sont à la tête de l'état. » (Alexis).

Les gens qui ont faits des hautes études touchent des pensions énormes, plus que les autres. Barbe ne comprend pas sur base de quels critères les uns touchent plus et les autres moins. *« Nous ne sommes pas des gens jaloux, si des gens ont des gros salaires tant mieux, il y a des gens heureux, nous aimerions que tout le monde ait des gros salaires, par contre nous disons qu'il n'est pas normal que tant de gens aient des salaires insuffisants, nous ne voulons pas prendre aux riches pour donner aux pauvres. »* (Barbe).

¹²⁰ DUBET, F. (2019), *op.cit.*, p.43.

Milat est ici victime d'inégalité par rapport à quelqu'un de valide car il est handicapé.

« Je suis reconnu handicapé par l'INAMI et quand je demande de l'aide, je n'ai droit à aucune aide. J'ai juste droit à 8 euros de réduction sur mon téléphone. Je n'ai pas droit à un autre revenu complémentaire, donc je ne peux rien demander alors que j'ai expliqué ma situation. Je suis victime d'inégalité dans la mesure où je n'ai pas droit à grand-chose alors qu'eux, ils touchent énormément. » (Milat).

Céline a connu plusieurs types d'inégalités dans sa vie : inégalités homme/femme, diplômé/peu diplômé, riche/pauvre. Ces propos rejoignent les analyses théoriques.

« Moi, dans ma vie, j'ai vécu pleins d'inégalités : à l'école, au travail, en couple, partout. Je n'ai pas fait les études que je voulais, je ne trouve pas le boulot que je veux. Je me souviens, un jour, j'ai postulé au poste d'assistante administrative au CPAS. J'ai été éliminée à l'entretien, et si j'y réfléchis, je me souviens qu'on m'a demandé comment j'allais pouvoir me débrouiller à travailler en ayant deux enfants à charge en tant que maman solo. Le poste, on l'a donné à un homme. Les banques et tous ceux qui dirigent notre société nous mettent des contraintes, et les inégalités s'accroissent. Chez les Gilets jaunes, chacun les vit individuellement. Par exemple, si je parle avec certains, pour acheter une maison et devenir propriétaire il faut avoir un CDI pour avoir un prêt à la banque. Pour accéder à la propriété, maintenant on exige qu'on ait les frais de notaire, qu'on ait 10% de la maison. Comment peut-on poser des réglementations pareilles alors que trouver des emplois stables est si compliqué à l'heure actuelle ? Les usines ferment, on est plus sûr de rien en fait. Ma sœur, elle travaille dans une usine, son copain travaille aussi, ils ont été voir la banque pour faire un prêt de 170 mille euros, et ils doivent faire un apport de 40 mille euros. À 25 -26 ans, ils vivent seuls avec des loyers à payer. Comment ces jeunes-là, s'ils n'ont pas des parents pour les aider, vont s'en sortir ? L'accès à la propriété est une chose importante écrite dans la constitution, on devrait tous pouvoir accéder à ça, comme tout le monde, c'est ça inégalité sociale parmi tant d'autres. (...), en tant que femme, même à l'intérieur du mouvement des Gilets jaunes, car le patriarcat est présent. Tu sais dans les Gilets jaunes, on a énormément de femmes, les hommes s'imposent, on le voit pendant les réunions du dimanche. Je constate que ma parole en tant que femme n'a pas la même valeur que celle portée par un homme. » (Céline).

La situation de Léonidas rejoint les analyses théoriques lorsqu'elle parle des inégalités qui se mesurent selon le métier, selon les revenus et selon le diplôme. *« Après, quand je suis allé travailler, je ne comprends pas, par exemple, que quelqu'un qui ramasse des poubelles soit*

moins payé que quelqu'un qui coupe un arbre ou quelqu'un qui répare une voiture ou une infirmière qui fait des heures la nuit. Pourquoi on doit séparer les gens pour faire autant d'heures ? Pourquoi il doit y avoir une différence de salaire entre les gens ? Pourquoi un gars qui fait des grosses études, après il demande des sommes phénoménales ? Exemple, prenez un avocat, il demande entre 200-250euros/h. Alors qu'un ouvrier est payé 15 euros/h. L'ouvrier travaille beaucoup aussi et quand il va arriver à la retraite, l'avocat sera en bonne santé mais l'ouvrier le sera beaucoup moins. » (Léonidas).

L'agrégation des petites inégalités

Nous constatons que de multiples facteurs participent à la production du niveau de diplôme : l'effet « professeur », l'effet « établissement », l'effet « composition de la famille », l'effet « composition des classes », etc. Les élèves des grandes écoles sont presque tous issus de milieux très favorisés. On constate que de multiples petites inégalités s'agrègent, pour produire des grandes inégalités.¹²¹ L'égalité des chances s'adresse non plus uniquement aux classes sociales mais aux individus, qui peuvent se sentir plus ou moins discriminés, non plus en fonction de classes sociales mais de leur parcours de vie et de leurs opportunités.¹²²

Ces propos de François Dubet rejoignent certaines réactions des Gilets jaunes. Si on analyse leurs témoignages, on constate des accidents dans leurs parcours de vie. Ils affirment qu'ils ont subi des petites inégalités au niveau de l'école, de la santé, qui aujourd'hui se sont transformées en grandes inégalités. La conséquence est qu'ils ont des emplois épuisants, ou précaires, avec des salaires insignifiants.

« A l'école on demandait : qu'est-ce que fait ton papa et ta maman comme métier ? Aha, papa est notaire, maman est juriste, et pour l'autre enfant, maman est femme de ménage et papa est un ouvrier. Et donc, quand tu es tout petit, tu es déjà classé les gens dans des tiroirs suivant les catégories. L'institutrice dit à sa collègue ou son directeur, « attention son papa est notaire et l'autre juriste, donnez les points, il faut l'encourager et ne pas trop être sévère. Par contre, l'enfant ouvrier, il faut être sévère. Les enfants font des tests au début de leur primaire, on les teste, et puis on dit : non, votre enfant ça ne va pas, il va aller dans l'enseignement spécialisé. Tu ne réussis pas en primaire tout de suite spécialisé. (...). Même si l'enfant est intelligent et que son père est ouvrier qui n'avait pas des moyens pour

¹²¹ DUBET, F. (2019), *op.cit.*, p.38.

¹²² DUBET, F. (2019). *Idem*, p.50-54.

payer ses études, son enfant sera disqualifié tandis que l'enfant d'un notaire lui, ses études sont payées, avec un bon établissement, des bons professeurs, un bon matériel scolaire, etc » (Alexis).

« (...). Déjà au niveau de l'école, je trouve que l'école elle est vraiment mal faite. Elle est faite pour formater les gens, et à l'école on n'apprend rien. Moi, j'étais dans un métier manuel où mon père travaillait, mais pour d'autres branches j'étais le dernier. À l'école on n'apprend pas à remplir une feuille d'impôt, alors que toute sa vie, on doit la remplir. On n'apprend pas un peu de droit, on n'apprend pas la constitution à l'école, alors qu'elle régit toute la vie politique. Pourquoi on n'apprend pas à l'école à conduire, le code de la route ? Dans l'enseignement, on n'apprend plus aux gens à bien travailler, on n'arrive pas à avoir de bons professeurs, moi, j'étais en menuiserie, c'était une catastrophe, c'est mon père qui m'a appris. » (Nicolas).

Paranoïa / comparaison

Aujourd'hui, les individus ne se comparent plus seulement aux autres en termes de richesse ou de pauvreté, mais en de multiples termes. Les occasions de ressentir de la jalousie sont donc accrues, ce qui entraîne plus de tensions, voire de la paranoïa ; en effet, on peut voir de la domination partout, et aller vers la violence¹²³. Les gens ont du mal à se mobiliser, à se faire entendre collectivement. De plus, dans le monde du travail, les salariés ont des statuts différents ; CDD, CDI, vacataires, intérimaires, auto-entrepreneurs, avec des salaires et des régimes de retraites différents, alors qu'ils accomplissent le même travail parfois. Cette frustration individuelle n'arrive donc pas à se transformer en action collective.¹²⁴

On le voit quand on interroge ces Gilets jaunes : ils sont en colère contre tout le monde, et cherchent l'origine du conflit à tous les niveaux. Ils trouvent un bouc émissaire et ils peuvent aller jusqu'à jalouser tous ceux qui gagnent plus ou moins leur vie et parviennent à s'en sortir.

« Et c'est pour ça que j'ai rejoint les manifestants car j'en ai marre de gagner des salaires de misère alors qu'il y a des ASBL qui reçoivent des subsides ; et de l'autre côté ils ont de

¹²³ DUBET, F. (2019), *op.cit*, p.75.

¹²⁴ DUBET, F. (2019), *op.cit*, p.50-54.

l'argent pour se payer un nouveau minibus par exemple tous les 4 ans, et pour nous, le personnel, il n'y a même pas de chèques repas quoi. » (Alexis).

Quand le sentiment de paranoïa est là, la jalousie se répand même au sein des Gilets jaunes.
« Moi-même ils me jalourent, ils me disent, mais toi tu as hérité, tu ne payes pas de loyer, imaginez jusque-là. (...), Il y a des patrons de sociétés qui gagnent trop d'argent et payent moins d'impôt. Alors qu'avec mon salaire, à la moitié du mois, je suis dans le rouge et je suis obligé de travailler quelque part sur le côté. » (Alexis).

Milat, en tant qu'ouvrier, est en colère contre les Gilets jaunes chômeurs.
« L'ouvrier gagne presque la même chose que le chômeur alors qu'il travaille durement. Il faut augmenter le salaire de l'ouvrier. » (Milat).

Céline, elle, jalouse les gens qui cumulent les mandats ainsi que les multinationales.
« (...) il y a aussi le cumul des mandats, les bourgmestres cumulent énormément de mandats, par exemple députés, bourgmestres, ils sont administrateurs quelque part, (...), certains gagnent 15 mille euros alors que moi, si j'ai deux boulots, je suis à terre. Au-delà de la politique, il y a aussi ce système de mondialisation, des multinationales qui aussi ont un pouvoir sur nos vies et nos économies, sur nos politiques. » (Céline).

Nicolas est contre les immigrés complices du système.
« (...), l'enseignement car on n'apprend plus aux gens à bien travailler. (...), maintenant on sort de l'école et on reste petit toute sa vie, ou bien on sort de l'école et on a fait des hautes études et on devient chef directement. Mais les chefs n'ont jamais travaillé dans leur vie et ne savent pas comment faire. Ils savent commander mais ils ne savent pas travailler. Il y a aussi le fait que l'état favorise l'immigration pour faire rabaisser nos salaires. Ces immigrés vont travailler à salaires réduits et vont nous prendre le travail. Qu'ils restent chez eux. » (Nicolas).

B. Identité

Selon François Dubet, nous sommes progressivement passés d'un régime d'inégalités de classe à un régime des inégalités multiples et hétérogènes qui s'individualisent. L'expérience

des inégalités sociales n'est plus collective mais individuelle.¹²⁵ La capacité de dire publiquement ses émotions et ses opinions fait de chacun de nous un militant de sa propre cause, un quasi-mouvement social à soi tout seul.¹²⁶

Comme vous allez le constater, on trouve des divergences dans les réponses des Gilets jaunes. En effet, chacun a son parcours, ses propres revendications. Les propos de l'auteur sont ainsi confirmés.

« Nous parlons chaque fois individuellement, au nom de nous-même, car il n'y a chez nous aucun porte-parole, aucun représentant, aucun leader. Enfin, les Gilets Jaunes parlent aussi au nom du peuple, compris ici dans le sens de l'ensemble de tous ceux qui subissent les pouvoirs et n'en sont munis d'aucun sinon celui, plutôt illusoire, de choisir ses maîtres même s'ils se travestissent sous le vocable de "représentants". Nous sommes issus du peuple et parlons au nom de tous ceux qui parmi lui, par millions, subissent ou désapprouvent en silence sans trouver de ressources en eux-mêmes pour le dénoncer ou s'y attaquer, ce que nous avons, nous les Gilets Jaunes. Le Gilet Jaune parle en son nom propre et n'engage pas le mouvement par ces propos. Chacun a son chemin de vie et ses propres revendications. L'établissement d'une démocratie se construit avec une fraction représentative du peuple et avec l'aval d'une majorité d'habitants de celui-ci. Mes idées n'ayant pas force d'ultime vérité. » (Nicolas).

Alexis parle au nom des pensionnés. On peut penser qu'une identité se développe au sein de petits groupes. *« Je parle au nom de tous les gens, des pensionnés comme moi qui ont des pensions de misère de 800-900 euros. » (Alexis).*

« (...) Alors, parfois les Gilets jaunes se disputent entre eux. Chacun veut être son porte-parole et ça crée des frustrations car on se retrouve avec des gens pensifs intellectuels et des gens de niveau social très bas, qui font des actions avec lesquelles tout le monde n'est pas d'accord et ça crée des tensions entre eux et aussi certaines rivalités notamment entre Charleroi et Liège. » (Alexis).

« Dans le passé, quand il y avait une manifestation, c'était soit les chemins de fer, les infirmières, soit la poste, c'était un groupe de personnes qui avait la même identité, et ici les Gilets jaunes, c'est tout le monde, un mélange de personnes à identités différentes, les étudiants, les chômeurs, les travailleurs, les pensionnés, les gens de gauche et de droite.

¹²⁵DUBET, F. (2019), *op.cit*, p.43.

¹²⁶ DUBET, F. (2019). *Idem*, p.71-73.

(...), le problème en général des Gilets jaunes est de comment structurer un mouvement des Gilets jaunes avec des personnalités tellement opposées et variées selon leurs situations. Il y a des gens qui vont dire « oui, il faut une structure » et les autres non, parce que pour eux une structure signifie « avoir un chef ». J'ai mes idées, chacun des Gilets jaunes a ses idées, je vais participer à des débats, à des réunions mais je ne peux pas imposer mes idées aux autres. Je suis qui pour imposer ? » (Yves).

« Nous, les Gilets jaunes, nous parlons au nom des citoyens, tous ces gens qui sont lésés. Moi, personnellement, je parle au nom de moi-même et au nom tous qui ne s'en sortent pas. » (Céline).

« Dans le fond, on partage tous, mais, on n'a pas tous le même angle de vue car chacun a son parcours. » (Jean)

« En tant qu'handicapé, je parle au nom de tous les handicapés. Je revendique les médecins, le système doit être mieux fait pour des personnes à mobilité réduite. » (Michel).

Solidarité entre les Gilets jaunes et vers d'autres associations

Le gilet jaune a symbolisé l'appartenance à un nouveau groupe social. Au départ, les Gilets jaunes ne se connaissaient pas entre eux, et par la suite ils ont constitué des réseaux d'entraide et de fraternité. Ils ont posé des gestes de solidarité ; collectes de fonds entre eux pour soutenir un camarade en difficulté, approvisionnement aux sans-abris, distributions de colis alimentaires aux familles pauvres, etc.¹²⁷

Ces propos de BENOUSSAID, T. SCALLIET, A. VAN TICHELEN, C. VERHOEVEN, J. et WATHELET, B. correspondent à ce que les Gilets jaunes ont vécu.

Ainsi, Yves et Barbe luttent pour les autres qui ne s'en sortent pas.

« Moi, je suis battant, je ne fais que travailler dans ma vie, pour le moment ça va mais ça ne veut pas dire que je ne me bas pas pour les autres. » (Yves).

« (...) Alors pour moi, personnellement je gagne un peu ma vie. En plus, il m'est impossible d'être apaisé, quand je vois toutes les inégalités autour de moi, dans ce pays. » (Barbe).

Jean, Céline, Nicolas et Barbe affirment que les Gilets jaunes ont noué des relations sociales, ont développé de l'entraide, ont maintenu la solidarité entre les membres.

« J'ai des proches et on se voit tous les jours. Pendant nos actions, il y avait ceux que je connaissais, il y a ceux avec lesquels je suis resté des amis. J'ai un ami que j'ai aidé à

¹²⁷ BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B (2020), *op.cit*, p.13

déménager, j'ai été manger chez lui la semaine passée et il est venu chez moi il y a trois jours. On s'entraide beaucoup. Il y a une Gilet jaune qui avait besoin de chauffage, qui était pauvre, on l'a aidée, et un autre avait besoin de meubles, puis il y en a un qui voulait faire son potager et je suis allé l'aider pour lui montrer comment faire. C'est la solidarité d'entraide. » (Jean).

« Il faut dire que dès qu'on a commencé à manifester, la population nous a vraiment soutenus et j'étais très impressionnée. Il y avait des gens qui nous apportaient à manger, des gaufres, des boissons, une solidarité de la part de la population vraiment forte, et entre nous, nous partageons aussi tous ensemble ce que chacun a amené. Nous nous organisons à passer des nuits à tournante. » (Céline).

« (...) on se rencontre, on croise les gens et on discute, et très vite on voit des affinités, et elles étaient vraiment passionnantes, car elles étaient très fortes, avec des gens très différents. Nos motivations citoyennes transcendaient les différences énormes que nous avons entre nous. Les Gilets jaunes sont devenus une famille. Nous avons gardé des amitiés, on se rencontre souvent pour prendre un verre. Il y a plein d'actions entre nous et avec différentes associations qui luttent pour le bien-être. » (Barbe).

« (...), on s'est tous retrouvés en cellule. On ne se connaissait pas et à la fin de la journée, comme on était 25-50 par cellule, on s'est connu et on s'est échangé des adresses et numéros, et c'est là que le mouvement a monté en un coup. Les Gilets jaunes ont été rassembleurs donc on allait voir tout le monde, et on a fait des actions communes de solidarité. Les Gilets jaunes sont allés soutenir une marche pour le climat, pour l'usine et pour les enfants. On soutenait tout ce qui était social, culturel, les sans-abris dans les gares. Dans le mouvement des Gilets jaunes, on fait connaissances avec des gens, on se fait de nouveaux amis, des vrais amis, car quand il y a un problème on s'aide ou on se fait aider. Une vraie solidarité, je veux dire. Par exemple, moi, j'ai fait sortir 4 personnes de la prison, je suis intervenu car on les mettait en prison sans preuves, et il fallait des témoins. » (Nicolas).

Lutte collective

Pour introduire l'analyse de l'action collective, Neveu écrit : « En partant d'une définition très molle de l'action collective, qui l'identifierait aux situations dans lesquelles se manifestent des convergences entre une pluralité d'agents sociaux, une variable d'intention de coopération peut aider à procéder à un premier tri. L'opération (escargot) de chauffeurs

*routiers qui bloque un périphérique produira un résultat comparable au bouchon suscité par les vacanciers qui se précipitent en voiture vers les plages.*¹²⁸ »

Ces propos de l'auteur confirment les témoignages des Gilets jaunes. Les gens ne se connaissaient pas, mais sont arrivés à coordonner, en partant d'une intention commune, des actions ensemble.

« Ce que je fais personnellement est moins intéressant, mais collectivement, Les Gilets jaunes ont ouvert le débat grâce à leurs actions. (...), pour changer les choses, il faut une lutte collective et donc l'individuel et le collectif ne s'opposent pas mais se complètent. » (Barbe).

« Certains continuent à se voir en amitié, on fait des choses en ensemble, on a une chose en commun : cette lutte collective avec un ennemi commun : les politiciens. On ne doit pas tous se voir ensemble, on reste dans des petits groupes d'affinité. On est devenu une famille. » (Céline).

C. Adversaire

D'après François Dubet, un mouvement nécessite de pouvoir identifier, nommer et cibler son adversaire. Cependant, son action ne présuppose pas cette identification. Le conflit fait surgir l'adversaire, et forme la conscience des acteurs en présence.¹²⁹

Dans le mouvement ouvrier, le conflit avec le patron amenait à rentrer en négociation avec lui, sur la base d'intérêts communs ; la production, le développement économique, le progrès technique, la cohésion sociale, etc. Aujourd'hui, on voit apparaître une individualisation des colères, il n'y a plus d'adversaire social commun, et chacun est son propre porte-parole.¹³⁰

Ces propos de François Dubet sont confirmés dans les discours des Gilets jaunes. Ils n'arrivent pas à pointer et à définir un adversaire commun avec lequel ils sont en conflit.

Alexis, Yves et Jean sont en conflit avec le gouvernement et le système.

« On se révolte contre le gouvernement, contre ce système. Les multinationaux qui gagnent mais payent peu d'impôt par rapport à Monsieur X ou Madame Y. » (Alexis).

¹²⁸ NEVEU, E. (2019), *op.cit*, p.6.

¹²⁹ VAILLANCOURT, J. (1991), *op.cit*, p.4-11.

¹³⁰ DUBET, F. (2019), *op.cit*, p.12-13.

« Nous, on se bat contre le système politique. On est victime de ce qui est mis en place. (...) On a un point commun de vouloir changer notre système fait par les hommes politiques, ou d'avoir une société plus juste à tous les niveaux. » (Yves).

« Je ne me bats pas contre les gens, mais contre un système politique. » (Jean).

Dans les propos de Barbe, on trouve certaines contradictions.

« Non, nous ne nous adressons pas à quelqu'un parce que ce serait déjà une erreur. Si je m'adresse à l'homme politique, je suis quelque part en position de lui demander « svp, voudriez-vous bien travailler pour améliorer notre démocratie ? (...). Nous ne demandons pas mais nous le disons. Nous ne demandons rien. Nous ne nous adressons pas à quelqu'un en particulier en lui demandant quelque chose. (...). On s'adresse à tous, à nos amis Gilets jaunes, à nos concitoyens, aux médias, aux hommes politiques (...) on s'adresse à soi-même. On ne s'adresse pas au politique ou aux syndicats, mais à nous-même, à la population, aux gens qu'on aime ou pas, aux hommes politiques avec un désir que ça change. » (Barbe).

« Moi, je m'adresse au gouvernement, aux ministres, aux parlements (...) ce qui est toujours compliqué, en Belgique, c'est que nous avons un gouvernement wallon, un gouvernement flamand, un gouvernement bruxellois, un gouvernement germanophone, et aussi un gouvernement fédéral. On ne sait pas où aller, à quelle sonnette il faut sonner. À qui faut-il s'adresser, le bourgmestre, le ministre, quel parlement ? Les Gilets jaunes, nous avons beaucoup de choses à vous dire. » (Milat).

« Nous, on veut parler, s'adresser à ceux qui décident, tous à la rue de la loi. Ceux qui créent et votent les lois, et tous ces gens qui sont au-dessus. » (Céline).

« On ne se révolte pas vraiment contre quelqu'un, mais, on demande aux politiques, au gouvernement, à chaque personne qui peut contribuer à changer le système. On s'adresse surtout au parlement, les parlements car il y a beaucoup. Il faut chaque fois bien cibler. » (Nicolas).

Le mépris

L'individualisation des inégalités entraîne un sentiment de colère et de honte, on se sent méprisé en permanence, à travers des mots, des gestes, des regards, on sent notre dignité mise en cause, et on se sent enfermé dans des clichés dégradants. L'injustice se mesure au mépris ressenti. Le sentiment d'être inégaux dans son honneur et dans sa propre dignité devient beaucoup plus important et prégnant que la simple inégalité économique.¹³¹

¹³¹ DUBET, F. (2019), *op.cit.*, p.59.

C'est ce qui ressort également dans le discours des Gilets jaunes, qui dénoncent l'injustice subie à travers le mépris. Ils déplorent qu'ils n'aient pas le droit de s'exprimer, de manifester, ce qui renvoie à une certaine forme de discrimination. Ce mépris prouve qu'ils ressentent ce que l'adversaire leur renvoie « en miroir ».

« A cause des médias, les gens nous font passer pour des gens sans culture, dénués d'intelligence. Moi, je l'ai demandé plusieurs fois, mais je n'ai jamais eu le micro à la RTBF ou à RTL. Jamais. » (Yves).

« (...) Et moi, j'ai été voir Mr Daoust, et je lui ai dit qu'en tant que Gilets jaunes ce n'est pas dans le public qu'on devait être, mais c'est à la table. Et il m'a dit non, la meilleure place pour vous est dans le public. On ne peut pas vous entendre car vous ne savez pas. » (Nicolas).

« (...) Alors on reçoit ce mépris, cette opposition comme quoi on est vilain, bête, avec une longue liste de défauts. Ces mots sont collés sur les gens qui sont en train de défendre la démocratie. » (Barbe)

D. Un projet sous forme de proposition

Selon François Dubet, le mouvement social a aussi une visée de totalité, c'est-à-dire une représentation, un projet de changement global du système ; il est porteur d'une vision commune et consensuelle des acteurs, qui visent à changer la société.¹³² Mais, aujourd'hui, la colère et l'indignation contre les inégalités ne débouchent sur aucun mouvement organisé, ni sur aucun programme politique. Les organisations syndicales ne parviennent plus à canaliser les colères et à représenter l'ensemble des personnes à travers un mouvement collectif.¹³³

Ces propos de François Dubet rejoignent le discours des Gilets jaunes interviewés. En effet, ceux-ci ne veulent plus être représentés par les partis politiques ou par les syndicats. Plusieurs propositions sont avancées, mais qu'il semble difficile de transformer en programmes concrets.

« Je n'ai jamais été politisé, les partis politiques en Belgique ne constituent pas une démocratie. Même le Parti du Travail de Belgique est un contre-pouvoir, un parti qui occupe

¹³² VAILLANCOURT, J. (1991), *op.cit*, p.4-11

¹³³ DUBET, F. (2019), *op.cit*, p.12-13.

le petit peuple, pour qu'il ne se révolte pas (...). Je propose de changer la constitution car elle ne permet pas aux citoyens de proposer des lois. Nous demandons que le système démocratique change, on va voter les lois, par exemple, qui vont augmenter le pouvoir d'achat d'un citoyen. Il faut arrêter de taxer les gens et on va payer moins cher ce qu'on consomme et on va consommer autrement. » (Nicolas).

« Je ne suis plus syndiqué, ni membre d'un parti politique parce que les syndicats m'ont déçu, car on parle toujours des parachutes dorés mais eux-mêmes sont des parachutes dorés. Les partis politiques en Belgique ne représentent pas une démocratie. On propose que le gouvernement mette des moyens pour stopper la fuite des capitaux même si ce sont eux qui le font, et exiger que les entreprises multinationales contribuent un peu plus au bien-être de la population. Et que l'état prenne ses responsabilités. » (Alexis).

« Je propose de mettre en place une vraie démocratie, comme les Grecs. Et ceux qui sont élus, on les appellera des serviteurs et non des représentants car ils sont là pour servir le peuple. Il faut réécrire la constitution, c'est tout. » (Yves).

« (...), ce n'est pas aux Gilets jaunes d'imposer un modèle démocratique, ou de décider vers quel système politique il faut s'orienter (...) mais, l'idéologie, ce n'est pas à toi de l'imposer à 6 millions de personnes. » (Jean).

« Je propose une justice fiscale, salariale, sociale, dans tout. C'est la lutte sociale qui est la solution la plus indiquée. » (Barbe).

« Comme je vous ai dit, je ne suis pas un ingénieur mais je pense qu'on devrait un peu plus demander l'avis de la population, du peuple. Ce qui est bien, c'est que le citoyen prenne des décisions, qu'il ait la possibilité lui-même de révoquer une loi ou de mettre une loi en place, de révoquer un ministre qui aurait fait des choses qu'il ne doit pas faire. » (Michel).

« (...) Et donc, le système démocratique est à revoir, il faut réinvestir les citoyens dans les prises de décision dans les politiques générales du pays. On a beaucoup parlé du référendum d'initiative citoyenne qui permet d'abroger une loi, de proposer une loi, pour pouvoir révoquer un politicien s'il ne nous plaît pas. » (Céline).

3. Discussion-Conclusion-Hypothèse

Je vais analyser les composantes d'un mouvement social telles qu'elles sont définies dans le cadre théorique et ensuite les comparer avec les différents propos des Gilets jaunes afin d'en tirer une conclusion.

- L'identité commune

Les discours identitaires sont minoritaires au sein du mouvement, du fait que l'absence de structuration ne permet pas l'émergence d'un porte-parole ou d'un leader, ou la création d'un mouvement politique. D'après les entretiens, je constate qu'il y a des Gilets jaunes qui vivent une situation sociale très difficile d'une part, et ceux qui sont là pour soutenir ceux qui sont en difficulté d'autre part. Pendant leurs actions ou les débats, les Gilets jaunes rejoignent les ronds-points avec des idées très différentes, sans savoir parfois ce qu'ils revendiquent, ce qui implique une identité extrêmement faible. De plus, lorsque je leur demande « au nom de qui » ils parlent, je reçois des réponses variées, qui démontrent la difficulté d'avoir une identité commune. Certains parlent au nom du groupe de gens avec qui ils partagent la même situation socio-économique. Par exemple, « *je parle au nom des pensionnés, je parle au nom des handicapés.*¹³⁴ » Ces propos montrent la présence de quelques « identités sectorielles » (par sous-ensembles) au sein des Gilets jaunes mais aucun indice ne permet de définir une identité « réellement commune » (en dehors de l'addition de protestations).

- Un adversaire commun

Dans leurs propos, les Gilets jaunes évoquent plusieurs adversaires. La paranoïa, les colères et frustrations multiples font que les Gilets jaunes ne peuvent pas cibler un adversaire commun avec lequel ils sont en conflit et peuvent négocier. Les adversaires les plus cités sont : le système (ce qui reste un concept vague), les gouvernements, les médias, les parlements, les bourgmestres ou ceux qui décident ... à l'exception des patrons, qui ne sont jamais dénoncés dans notre échantillon. Certains propos témoignent de leur perte de boussole : « *...et on ne sait pas où aller, à quelle sonnette il faut sonner pour dire ce qu'on a à dire.* »¹³⁵

- Un projet, une totalité

On vient de remarquer qu'au sein du mouvement des Gilets jaunes, les inégalités sont vécues individuellement, et leurs propos contiennent une foule de propositions différentes sur base desquelles ils souhaitent négocier. Les tensions et les rivalités au sein du mouvement montrent que les Gilets jaunes n'arrivent pas à proposer un projet commun car chacun va faire en sorte que sa proposition ou son projet passe au détriment de ceux des

¹³⁴ Les propos de Alexis un pensionné et Milat un handicapé.

¹³⁵ Les propos de Milat

autres. Le constat est que, dans leurs discours, les Gilets jaunes ne sont pas prêts à former un mouvement ou un parti politique dans un but de négociation. Dans leurs réponses, leur revendication concrète sur laquelle ils veulent aboutir ne transparaît pas. Aujourd'hui, les Gilets jaunes ne sont pas parvenus à imposer un rapport de force pour amener leur adversaire à discuter, et la preuve en est que le mouvement s'est essoufflé.

*« Le soulèvement ne pourra aboutir à des résultats que si le mouvement constitue une force politique capable de plier l'adversaire vers la négociation. »*¹³⁶

Si on analyse les discours des Gilets jaunes et que l'on fait une comparaison avec ce qui est dit dans la partie théorique, on ne peut pas qualifier le mouvement des Gilets jaunes de mouvement social. En effet, l'identité au sein du mouvement est mince, la difficulté de pouvoir identifier un adversaire et de présenter un projet concret est sans appel.

Néanmoins, on peut trouver quelques éléments qui permettent de caractériser le mouvement des Gilets jaunes. Il a réussi à mobiliser des gens qui ne se connaissaient pas au départ, qui étaient sans expérience politique mais qui ont pu mettre en place des actions collectives sous la forme d'une lutte collective. Des fraternités durables et des réseaux d'entraides se sont étendus et ont constitué une « famille » sous le « gilet jaune ».

Les Gilets jaunes ont eu l'occasion d'apprendre quelques notions politiques et le fonctionnement du système économique, grâce aux débats qui se sont organisés à travers des échanges dans les groupes Facebook et pendant les réunions organisées dans différents endroits. Ainsi, à travers ces débats, ils ont interpellé les politiciens et ont dévoilé les éléments que les gens ignoraient, peut-être par manque d'informations, ou par peur de dénoncer. On évoquera par exemple l'argument des multinationales qui ne payent pas d'impôts, et l'évasion fiscale. Ils ont éveillé la population pour qu'elle puisse suivre ce qui se fait et se dit par les politiciens, les médias, les experts etc. Le mouvement des Gilets jaunes peut éclairer d'autres mouvements qui voudraient lutter dans le futur.

¹³⁶ La libre. Publié le 30/12/2018. Gilets jaunes et récits de l'insurrection : quelles conséquences en Belgique. Publié le 30/12/2018. Consulté le 10/05/2021. Disponible sur : <https://www.lalibre.be/debats/opinions/gilets-jaunes-et-recits-de-l-insurrection-quelles-consequences-en-belgique-5c25f6a57b50a66d50c7097d>

CONCLUSION GENERALE

Au cours des années 60, nous avons vu apparaître les nouveaux mouvements sociaux qui agissent au nom d'idéologies nouvelles telles que l'écologie, le féminisme, le pacifisme, la défense des droits de l'homme, le régionalisme, etc. En même temps, d'autres groupes luttent pour se voir reconnaître certains droits tels que les homosexuels ou les femmes, etc.¹³⁷

Mon travail m'a permis de comprendre davantage la différence entre le mouvement des Gilets jaunes et ces mouvements cités en rapport avec les formes de mobilisation.

Ce travail a démarré sur une gamme de questions que je me posais autour des Gilets jaunes en tant qu'acteurs de changement. Dans la première partie, j'ai exploré le contexte entourant les concepts adéquats d'un mouvement social et j'ai formulé une question de recherche qui est la suivante : « Le mouvement des Gilets jaunes en Belgique peut-il être qualifié de mouvement social ? » Dans la deuxième partie, j'ai choisi un cadre théorique avec les concepts d'un mouvement social bien définis.

La littérature faible sur les Gilets jaunes en Belgique a orienté mon travail vers une phase exploratoire qui m'a permis d'élaborer une conclusion sous forme d'hypothèse.

La méthodologie utilisée m'a menée à des résultats efficaces et interprétatifs. En effet, l'approche qualitative et les entretiens semis-directifs m'ont permis de comprendre comment les Gilets jaunes se définissent par rapport à ce mouvement. L'analyse des résultats révèle que la mobilisation des Gilets jaunes en Belgique est loin d'être un mouvement social, mais elle formule malgré tout des interpellations et des pistes de changement pour un nouveau projet de société.

Je tiens également à nommer les limites de ce travail. Le principal biais concerne la taille de l'échantillon. Les résultats doivent être considérés avec prudence pour être généralisables à

¹³⁷ Le politiste : les nouveaux mouvements sociaux. Consulté le 31/05/2021. Disponible sur : <https://le-politiste.com/les-nouveaux-mouvements-sociaux/#:~:text=B%2F%20Apparus%20au%20cours%20des,homme%2C%20le%20r%C3%A9gionalisme%2C%20etc.>

l'ensemble des Gilets jaunes, une enquête de terrain regroupant plus de personnes aurait eu un caractère plus pertinent. Ce mémoire s'étant réalisé en pleine pandémie de 2020-21, les conditions sanitaires ont compliqué les rencontres avec les Gilets jaunes.

S'il est question de nourrir d'autres recherches afin de comprendre davantage la mobilisation de Gilets jaunes et les problématiques y afférant, il serait peut-être intéressant d'envisager l'étude complémentaires sur les autres acteurs concernés, par exemple les syndicalistes et les membres des partis politiques.

Bibliographie

Ouvrages

- AOC : Analyse, Opinion, Critique. (2018). « *Gilets jaunes* » : *hypothèses sur un mouvement*. La découverte. Paris. AOC cahier
- DUBET, F. (2019). *Le temps des passions tristes : inégalités et populisme*. Paris : S euil
- DUMEZ, H. (2016). *Méthodologie de la recherche qualitative*. Vuibert
- LAURENT, J. (2019). *Les leçons politiques des ronds-points*. Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres »
- LILIAN, M. (2004). *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris, Éd. Textuel, coll. La discorde.
- MANSOURI, T. (2019). Evolution du pouvoir d'influence des syndicats en Belgique, mémoire de Master en sciences du travail. Louvain-La-Neuve : UCL-FOPES
- NEVEU, E. (2019). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La découverte
- PAUGAM, S. (2020). *Comment comprendre le mouvement des Gilets jaunes ?* Paris : Dans 50 questions de la sociologie. 75014.
- RUQUOY D., DE SAINT-GEORGES P., ALBARELLO L. (1995). *Pratiques et méthodes de recherche en sciences sociales*, Armand Colin, Coll. "Cursus
- VAN CAMPENHOUT, L. MARQUET, J, QUIVY, R (2017). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod, (Psycho général)

Articles de revues scientifiques

- BENOUSSAID, T; SCALLIET, A; VAN TICHELEN, C; VERHOEVEN, J; WATHELET, B. (2020). Eléments d'analyse du mouvement des gilets jaunes en Belgique. *Collectif LEA*
- DENIS, J. GUILLEMETTE, F. LUCKERHOFF, J. (2019). Introduction : les approches inductives dans la collecte et l'analyse des données. *Approches inductives*.

- DUBET, F. (2015). Régimes d'inégalité et injustices sociales. *Sociologies*.
- DUBET, F. (2012). Classes sociales et description de la société. *Revue Française de Socio-Économie*, vol. 10, no.2
- FANIEL, J. (2015). Négociier, un besoin vital pour les syndicats ? *Politique*. N°85,
- FANIEL, J. VANDAELE, K. (2012). Implantation syndicale et taux de syndicalisation. *CRISP*
- FANIEL, J. (2014). Négociier, un besoin vital pour les syndicats ? *Politique, revue des débats*.
- FUSULIER, B. (2006). La négociation sociale. *Négociations*, 2(2)
- GOBIN, C. DUFRESNE, A. MÜLLER, T. ZUNE, M. (2020). Un nouveau front militant citoyen. *Politique* 113
- GOBIN, C. DUFRESNE, A. MÜLLER, T. ZUNE, M. (2020). Les Gilets jaunes belges : contre l'appauvrissement et l'injustice au nom d'une refondation démocratique. *Politique* 113
- GOBIN, C. (2019). Gilets jaunes : le retour de la démocratie ? *Politique*, n°108
- GOLSORKHI, D. OLSORKHI, H. BERGERON, P. RODOLPHE, D. BERNARD, L. (2011). Mouvements sociaux, organisations et stratégies. *Revue française de gestion*. N° 217
- GRACOS, I. (2019). Grèves et conflictualité sociale en 2018. Mobilisations transversales. *CRISP*
- KOHN, L. CHRISTIAENS, W. (2014). Les méthodes de recherches qualitatives dans la recherche en soins de santé : *apports et croyances. Reflets et perspectives de la vie économique*, 4(4)
- LEBEL, P. (2013). Alain Touraine - Des mouvements sociaux à l'acteur, *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines*, n°3
- MAES, R. (2019). « Gilets jaunes » et mayonnaise analytique. *La Revue nouvelle. Le mois*, n° 5

TAMELLINI, J. (2019). Tous les indicateurs sont au rouge. Social.

VAILLANCOURT, J. (1991). Mouvement ouvrier et nouveau mouvement sociaux : l'approche d'Alain Touraine. *Cahier de recherche sociologique*, n°17

YANN, R. (2003). Mouvement perpétuel. Luttés sociales et historicité de la société dans la théorie d'Alain Touraine. *Le Philosophoire*, N°19.

Articles scientifiques électroniques

BONOMO, P. (2018). Les Gilets Jaunes : Un objet politique mal identifié, Disponible sur : http://ep.cfsasbl.be/IMG/pdf/les_gilets_jaunes_un_objet_politique_mal_identifie.pdf.

Consulté le 20/02/2021

DE COOREBYTER, V. (2019). Une crise profonde de la légitimité. Disponible sur : www.crisp.be. Consulté le 31/01/2021

GRANJON, F. (2018). Mouvements sociaux, espaces publics et usages d'internet, dans cairn Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2018-1-page-31.htm>. Consulté le 10/20/2021

Ressources électroniques diverses

Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation. (CPCP). Le paiement des allocations de chômage par les syndicats. Disponible sur : <https://www.cpcp.be/wp-content/uploads/2019/05/paiement-allocations-chomage.pdf>.

Conventions collectives de travail (CCT). Service public fédéral, emploi, travail et concertation sociale. Disponible sur : <https://emploi.belgique.be/fr/themes/commissions-paritaires-et-conventions-collectives-de-travail-cct/conventions-collectives-de>

Confédération des syndicats chrétiens. Connaître la CSC. Disponible sur : https://www.lacsc.be/docs/default-source/acv-csc-docsitemap/5000-over-het-acv-a-propos-de-la-csc/5230-publicaties-publications/5240-folders-en-brochures-brochures/5250-algemene-brochures-connaître-la-csc/syndicaliste-connaître-la-csc-2016-tcm187-380440.pdf?sfvrsn=26c3ee4e_4

DH. Les Gilets Jaunes s'essoufflent : « Un mouvement disparate avec des guerres d'ego ». Publié le 16/11/2019

Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Article 21.3. (En ligne). https://www.humanrights.ch/cms/upload/pdf/151028_declarationhumanrights_fr.pdf

ECOSSIMO. Etude sociale des Sociétés Traditionnelles. Disponible sur <https://www.ecossimo.com/etude-sociale-des-societes-traditionnelles>.

La libre. Publié le 30/12/2018. Gilets jaunes et récits de l'insurrection : quelles conséquences en Belgique. Publié le 30/12/2018. Disponible sur : <https://www.lalibre.be/debats/opinions/gilets-jaunes-et-recits-de-l-insurrection-quelles-consequences-en-belgique-5c25f6a57b50a66d50c7097d>

Syndicalisme, un mouvement social sous pression : forces et faiblesses d'un contre-pouvoir. Disponible sur : <https://www.revuepolitique.be/revue/syndicalisme-un-mouvement-social-sous-pression/>.

Divers

RTL Info social : journée nationale d'actions syndicales. Syndicats et Gilets jaunes, même combat : "Si nous nous trouvons à côté des Gilets jaunes, c'est tant mieux". Publié le 14/12/2018.

7 sur 7 : Anthony Marcou. Gilets jaunes : pourquoi le vent de révolte souffle-t-il moins fort en Belgique ? Publié 14/05/2019. Disponible sur : <F:\Les gilets jaunes pourquoi le vent de révolte souffle-t-il moins fort en Belgique.html>.

Annexe

Guide d'entretien

- 1) Avez- vous participé à une manifestation des Gilets jaunes en Belgique ? Si non : pourquoi, si oui :
 - A quel endroit ?
 - Comment avez-vous su qu'il y avait un regroupement ?
 - Qu'est ce qui vous a poussé à les rejoindre ?
 - Avez-vous trouvé d'autres connaissances ?
- 2) Quelles sont vos actions concrètes pendant la manifestation ?
 - Etiez-vous surpris ou déçus par le nombre des participants ?
 - Combien de temps a-t-il fallu pour rassembler les gens ?
 - Y avait-il une organisation collective à l'intérieur de la manifestation ? Par exemple, un repas prévu ensemble ?
 - D'après vous, l'ambiance était plutôt sérieuse, morose ou amusante (ou un peu de tout selon les moments) ?
 - Y a-t-il eu des fidèles tout au long des manifestations ? Ou les participations étaient plutôt occasionnelles ? Et vous, comment vous vous situez par rapport à cela ?
- 3) Avez-vous été visités pendant l'action ? Si oui :
 - Par un journaliste, un élu, un militant de groupe radical de gauche ou de droite, un syndicaliste ?
 - Ou tout simplement par des voisins, des amis, des conjoints ?
 - Vous, personnellement, comment avez- vous perçu ces visites ?
(Content ? Enervé ? Avec un sentiment de tentative de récupération ?)
- 4) Avez-vous cherché à rencontrer une autorité ou à vous exprimer formellement ?
Si oui :
 - Quel message voulez-vous envoyer en général (en quelques mots) ?
- 5) Avez-vous l'impression que vous vivez des inégalités dans votre quotidien ?
Autrement dit sentez-vous personnellement que vous êtes défavorisés en tant que :
 - Femme, pensionné, jeune diplômé, immigré, d'un quartier populaire...
- 6) Vis-à-vis de qui vous sentez-vous défavorisés en tant que ?

- 7) Vous identifiez-vous particulièrement à un groupe d'autres Gilets jaunes qui vivent ces mêmes inégalités ?
- 8) Avez-vous ou pouvez-vous identifier un (e) porte-parole qui peut vous représenter par exemple lors d'un débat public ?
- 9) Vous, personnellement, quelles sont vos principales revendications à travers ce mouvement ? Pourquoi avez-vous manifesté en tant que Gilet jaune ?
- 10) D'après vous, qu'est ce qui est à la source des injustices que vous vivez ?
- 11) À qui adressez-vous vos revendications ? Contre qui vous révoltez-vous ?
- 12) Est-ce que vous vous sentez, à votre petite échelle, responsable de votre situation ou de la situation globale étant donné que le système individualiste nous pousse à culpabiliser et dépolitiser les inégalités ?
- 13) Est-ce que vous vous sentez représentés dans un parti politique existant ou dans un syndicat ?
Si oui : comment ? Si non : pourquoi ?
- 14) Vous définissez-vous en tant qu'acteur de changement ? Pensez-vous que vous pouvez changer les choses ou contribuer au processus ?
Si oui :
 - Comment ? Quelles sont vos propositions ?
- 15) Selon vous, pourquoi le mouvement est éteint ?
 - Quels sont les obstacles que vous avez rencontrés pendant la manifestation ?
- 16) Comment le mouvement s'est-il terminé pour vous ?
 - Avez-vous pris une décision officielle pour y mettre fin, ou bien avez-vous vécu un effondrement progressif par fatigue ?
 - Pensez-vous qu'un jour vous allez revenir sur vos actions ?
- 17) Avez-vous quelque chose à ajouter que nous n'aurions pas évoquée ?

